



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)

COMMUNE DE RUFISQUE

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2012

RAPPORT FINAL

(juillet 2014)



Dakar, le 21 juillet 2014

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier, technique et de contrôle des marchés conclus par la Commune de Rufisque pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par la Commune de Rufisque avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

1. Réserves

- a) l'examen de l'**Appel à Manifestation d'Intérêt, portant Sélection d'un consultant individuel, pour la formation et l'assistance à la passation des marchés pour la ville de Rufisque**, attribué à Y SAKHO, pour un montant de **15 000 000 F CFA**, nous a permis de noter que la grille de notation des offres techniques est inadaptée, la Note Technique Minimale, fixée à 50 points sur 100 étant, à notre avis, anormalement basse. Nous précisons que dans les marchés de prestations intellectuelles, la qualité est un élément essentiel du choix du consultant, ce faisant, la pratique professionnelle voudrait que cette note soit fixée à un niveau, pouvant assurer à l'Autorité Contractante, que les potentiels candidats et attributaires ont les capacités techniques requises, pour effectuer la mission. Cette note technique minimale, bien que non définie par le dispositif réglementaire, varie généralement, au regard de la pratique professionnelle entre 70 et 80 points sur 100. L'examen du rapport d'évaluation des Manifestations d'Intérêt a permis de noter qu'un membre de la Cellule de Passation des Marchés, M. MAMADOU WADE, a été désigné membre de la Commission Technique d'Evaluation des offres. Cette désignation est contraire aux dispositions du Code des Marchés Publics car, les membres des Commissions Techniques d'Évaluation sont soumis aux mêmes règles d'incompatibilité, d'interdiction, de conflit d'intérêt, que les membres des Commissions de Marchés. En effet, les agents des structures de contrôle interne de l'Autorité Contractante, ne pouvant être membres de commissions des marchés, sont de facto, exclus des commissions techniques d'évaluation, puisqu'il leur appartiendra de contrôler, ex-post, les opérations de passation et d'exécution des marchés, conformément aux dispositions de l'article 142 du CMP ;
- b) **deux marchés de travaux** passés par **Appel d'offres** relatifs respectivement aux **TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE MODERNISATION DU CEM DE DARESALAM**, aux travaux de **RÉHABILITATION DE LA GRANDE MOSQUÉE DE KEURY SOUF**, attribués à **MADJI BATIMENT SERVICE**, pour les montants respectifs de **35 900 934 F CFA TTC** et **25 307 100 F CFA TTC**; L'attributaire a fait l'objet d'une mise en demeure, pour chacun de ces marchés, pour non respect des délais d'exécution contractuels des prestations. L'examen des procès verbaux d'attribution a permis de noter que l'attributaire a satisfait à tous les critères financiers définis dans les DAO. Nonobstant cela il a éprouvé des difficultés pour se conformer à ses obligations contractuelles quand bien même les ressources nécessaires pour l'exécution des marchés, étaient loin d'atteindre le niveau des exigences en matière de capacités financières et des références qu'il a fournies. C'est le lieu de poser le problème de la pertinence des critères de capacité financière exigés des candidats et de la fiabilité des attestations de bonne exécution fournies par les candidats pour se conformer aux exigences du DAO. Ces candidats pourraient tomber sous le coup de l'article 147.d du CMP relative aux déclarations et informations mensongères, susceptibles d'influer sur le résultat de la procédure de passation et être passible de sanctions..

Nous avons aussi noté que l'Avis d'Appel d'Offres relatif aux **TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE MODERNISATION DU CEM DE DARESALAM**, renvoie les candidats au Dossier d'Appel d'Offres, pour une partie des critères de qualification, en violation des dispositions de l'article 66-2-e) du CMP ; il s'y ajoute que la durée de validité de la garantie de soumission n'a été précisée, ni dans l'avis d'appel d'offres, ni dans le DAO, en violation de l'article 113.2 du CMP.

- c) l'examen de l'appel d'offres relatif aux **TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DE GROSSES REPARATIONS DE CHAUSSEE DANS LA VILLE DE RUFISQUE**, attribué à **HENAN CHINE**, pour un montant de **485 014 111 F CFA TTC**, nous a permis de noter que l'attributaire n'a été mis en demeure que dix (10) mois, après notification de l'ordre de service de démarrage des travaux et cinq (5) mois après l'expiration des délais contractuels d'exécution. Parmi les raisons invoquées par l'Autorité Contractante pour justifier le retard accusé dans l'exécution du marché, nous avons noté la non libération des emprises, le dévoiement des réseaux et les modifications de l'option technique. Nous précisons sous ce rapport que les modifications ne doivent en aucun cas changer l'objet du marché ou modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre de l'attributaire lors de la mise en concurrence. Par ailleurs, ces modifications auraient dues être matérialisées dans un devis détaillé indiquant les modifications de prix et de délai puis donner lieu à l'établissement d'un avenant. Il s'ajoute que la GBE aurait due être prorogée pour tenir compte des nouveaux délais.

. Cette GBE constituée par l'attributaire du marché n'est pas conforme au modèle de garantie de bonne exécution du DAO et ne comprend pas la disposition dudit modèle qui donne la faculté à l'Autorité Contractante de demander au Garant, au plus une fois et pour une période pouvant aller jusqu'à un an, une prorogation de la durée de validité de la garantie de bonne exécution. Sous ce rapport, il convient de signaler le caractère illégal de cette disposition contenue dans les dossiers-types qui sont parties intégrantes du dispositif réglementaire qui encadre la passation des marchés publics. En effet, l'Autorité Contractante n'ayant pas de lien contractuel avec le Garant ne saurait lui donner des instructions pour une prorogation de la durée de validité de la GBE ; elle n'a que la faculté d'appeler ou de ne pas appeler la garantie. Nous estimons que cette disposition des dossiers-types doit faire l'objet d'une reformulation, l'Autorité Contractante se limitant à demander au titulaire du marché, de faire proroger la durée de validité de la GBE. Par ailleurs, la disposition relative à la production de la garantie dans les 14 jours qui suivent la notification de l'attribution du marché (terme impropre car il s'agit plutôt de la notification de l'attribution provisoire) doit également être revue car, les attributaires ne peuvent objectivement pas produire de garantie de bonne exécution avant la notification du marché laquelle ne peut intervenir qu'après son approbation et son immatriculation.

- d) l'examen de la procédure d'appel d'offres relative à l'acquisition de fournitures pour **L'EQUIPEMENT D'UN POSTE DE TRANSFORMATION**, attribué à **SERVICES**

INGENIERIE TRAVAUX (SITRA), pour un montant de **21 930 300 F CFA**, nous a permis de noter, l'introduction dans l'avis d'appel d'offres, parmi les critères de qualification, de l'exigence d'avoir réalisé sur les 3 dernières années, au moins un marché de nature et de taille similaires. Cette exigence relative à la taille du marché constitue une entrave au libre accès à la commande publique notamment pour les entreprises nouvellement créées et viole le principe d'égalité des candidats ; en effet, au regard de l'article 27 du COA qui exige des candidats la nécessité d'avoir une expérience dans la réalisation d'activités analogues à celle faisant l'objet du marché, l'autorité contractante est tout à fait fondée à demander auxdits candidats, des références dans les prestations de services analogues, mais ne peut pas demander aux soumissionnaires, de faire la preuve de l'exécution de marchés de même taille (voir décision N° 150/11/ARMP/CRD du 03 août 2011). De ce fait, « en introduisant cette exigence relative à la taille du marché dans les critères de qualification, sans démontrer en quoi cette exigence est objectivement nécessaire par l'objet du marché et la nature des prestations, l'autorité contractante a restreint l'accès du marché » ; sous ce rapport il y'a également lieu de noter que le terme analogues (comparable, proportionnel) est mieux indiqué que le terme similaire (identique, pareil). En outre, une différence de 3 794 290 F FA a été notée, entre le montant de la proposition d'attribution, mentionné dans le rapport du comité technique (18 136 010 F CFATTC), le montant mentionné dans le PV d'attribution et le montant inscrit au contrat (21 930 300 F CFA), sans qu'aucune explication n'ait été fournie. Enfin une mise en demeure a été servie à la SITRA pour non-respect des délais contractuels, mais le justificatif du décompte des pénalités de retard n'a pas été joint au dossier, en violation de l'article 134 du CMP ;

- e) l'examen des marchés passés par DRP, nous a permis de noter que la Commission des Marchés de la Commune qui a statué est présidée par le Maire ; cette composition n'est pas conforme à l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances, pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés, puisque le Maire ne peut être le Président de la Commission des Marchés car l'arrêté dispose que outre le Président, la Commission des Marchés comprend le Directeur Administratif et Financier ou son représentant, le Responsable des Services Techniques ou son représentant, le Responsable chargé des Approvisionnements ou son représentant. Notons que tous les membres de la commission des marchés, telle une commission interne, qui ont statué pour les DRP, sont différents de ceux qui ont siégé pour les marchés passés par appel d'offres. Cette même commission constitue la commission de réception qui est présidée également, par le Maire de la Commune qui se trouve, en définitive, à tous les stades de contrôle des procédures de DRP. De ce fait, il y a un cumul de fonctions, constituant une entorse aux principes de séparation des fonctions ;

- f) l'examen **des procédures de DRP** a permis de constater que plusieurs d'entre elles sont entachées d'irrégularités liées globalement au classement d'une seule lettre d'invitation à la DRP, non personnalisée et non datée, faisant office de lettre circulaire, pour la quasi-totalité des DRP (Circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009), à la non formalisation des renseignements et justifications à fournir, pour prendre part aux marchés (article 44 du CMP), à l'absence de mention dans les lettres d'information des candidats non retenus, du montant auquel le marché a été attribué, au défaut de mention du délai d'exécution et des pénalités de retard dans les contrats (article 13. 6 et 7 du CMP) et au non classement des justificatifs de précompte de la TVA et de son reversement, dans les dossiers ;
- g) Nos contrôles et investigations sur les procédures de Demandes de Renseignements et de Prix ont permis d'identifier d'une part, des signes de collusion sur plusieurs DRP, représentant 53,01% en valeur et 57,14 % en nombre des DRP examinées, illustrant ainsi la non transparence des modalités de dévolution des marchés conclus par DRP et d'autre part, une pratique de régularisation de marchés déjà attribués et / ou d'opérations déjà exécutées, représentant 39,46% en valeur et 42,86% en nombre des DRP examinées;

○ l'examen de **la DRP portant acquisition de fournitures de matériels de balayage, de nettoyage et de désinfection**, attribuée à **NDIAYE MBAYE NDONDE**, pour un montant de **14 675 070 F CFA TTC**, a permis de constater que les offres des candidats **DIAGNE IBA DIOP**, **NDIAYE MBAYE NDONDE** (attributaire du marché) et **ETOILE SPORT** et le bordereau quantitatif annexé au cahier des charges présentent des similitudes qui laissent entrevoir qu'elles ont été produites par la même source. En outre, tous les candidats, à l'exception de l'attributaire, ont coté au-delà du seuil de passation des marchés par appel d'offres ; pour des professionnels au fait des procédures de passation des marchés, une telle manière de procéder peut prêter à équivoque et laisse entrevoir une collusion entre des fournisseurs qui serviraient de faire valoir à l'attributaire.

○ l'examen de **la procédure de Sélection d'un consultant pour l'étude et le suivi de l'exécution des travaux pour le compte de la Ville de Rufisque**, attribuée à **CERSO-BTP SARL**, pour un montant de **3 000 000 F CFA TTC**, a permis de noter plusieurs non conformités; en effet, l'examen des offres des soumissionnaires **montre qu'aucun d'entre eux n'a proposé une offre technique** ; ils ont tous présenté une facture pro forma comme s'il s'agissait d'une acquisition de fournitures ; les offres financières ont été consignées dans le Procès Verbal d'ouverture des plis et le choix de l'attributaire a été basé, uniquement sur le critère prix, alors que l'Autorité Contractante aurait dû requérir des soumissionnaires, des offres techniques et des offres financières et dérouler la procédure, conformément à l'article 80 du CMP, notamment, procéder à l'ouverture et à l'évaluation des offres techniques en premier lieu et

ensuite ouvrir et évaluer les offres financières, des candidats ayant obtenu la note technique minimale ; nous avons noté par ailleurs, que le cadre des factures pro forma ou offres de services, proposées par les soumissionnaires, présentent des similitudes frappantes laissant entrevoir ainsi qu'elles ont été produites par la même source ou des sources liées. Par ailleurs, des incohérences ont été notées entre les dates d'établissement des différentes pièces de marchés ; à titre d'exemple nous notons que la date de notification du marché est antérieure à sa date de souscription et d'approbation laissant entrevoir une opération de régularisation d'une prestation déjà exécutée, en violation de l'article 44 du COA ;

- l'examen de **la DRP portant acquisition de fournitures de mobilier de bureau**, attribuée à **DISTRIBUTION PLUS**, pour un montant de **13 490 940 F CFA TTC** a permis de noter les non conformités ci-après : le cahier des charges avait requis 167 « chaises Kelly 50 » et tous les soumissionnaires ont proposé une quantité de 209 chaises, alors qu'aucun justificatif d'une modification du cahier des charges ne figure dans le dossier et qu'aucune marge de fluctuation des quantités n'avait été prévue dans ledit cahier des charges ; en outre, tous les soumissionnaires ont émis chacun, deux factures pro forma à la même date, avec des montants différents, sans aucune justification. Des incohérences ont été notées sur la date de souscription mentionnée dans le contrat et celle de la page de garde du contrat ; en plus, nous avons noté plusieurs actes de régularisation de prestations déjà exécutées, en violation de l'article 44 du COA. A titre d'illustration, nous pouvons mentionner des bons de commande émis les 14, 16, 28 décembre 2011 et le 05 janvier 2012, pour des factures datées respectivement des 15, 26 décembre 2011 et du 06 janvier 2012, alors que les offres des soumissionnaires ont été reçues et ouvertes le 08 mars 2012.

- les offres relatives à **la DRP portant acquisition de denrées alimentaires (Riz)**, attribuée à **NDIAYE MBAYE NDONDE**, pour un montant de **13 992 000 F CFA HT** ont été requises en hors taxes, car les montants en toutes taxes comprises auraient dépassé le seuil de passation des marchés par DRP, en violation de l'article 15 du CMP aux termes duquel, « les prix des marchés sont réputés couvrir toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe des travaux, de la fourniture ou du service, y compris, tous droits, impôts et taxes applicables, sauf lorsqu'ils sont expressément exclus du prix du marché ou font l'objet d'une exonération » et en violation de l'article 53 du CMP, sur les seuils de passation. L'examen du registre des marchés, a permis de noter que la date de départ des lettres d'invitation est le 02 avril 2012, malgré le fait qu'on ait tenté de l'effacer avec du blanco, alors que l'ouverture des plis a eu lieu le 08 mars 2012 ; en plus, le bon de commande a été émis le 20 juillet 2012, alors que l'exécution du marché (facture définitive, PV de réception,

certificat administratif et mandat de paiement) a débuté depuis le 29 février 2012, laissant entrevoir une régularisation d'opérations déjà exécutées, en violation de l'article 44 du COA. Nous avons par ailleurs noté des similitudes entre les factures pro forma des soumissionnaires, Ablaye Ba et Mame Cheikh Diouf. Il s'y ajoute que ces deux candidats ont proposé une quantité de 650 sacs alors que 636 sacs étaient requis, comme l'ont, du reste, proposé les autres soumissionnaires et d'autre part, que les offres de Mor Ndiaye et Ndiaye Mbaye Ndongé sont similaires, le cadre de présentation de leurs factures pro forma étant exactement le même, ceci laisse entrevoir une collusion entre fournisseurs ;

- L'examen de la procédure relative à la sélection d'un prestataire pour **l'Assistance à l'élaboration d'un plan opérationnel de gestion et d'entretien des infrastructures communales**, attribuée à **Le POINT TECHNIQUE (LPT)**, pour un montant de **6 136 000 F CFA TTC**, nous a permis de noter que, pour des prestations de consultance, pour lesquelles, il aurait fallu préparer des offres techniques en bonne et due forme, avec déclinaison du cadre de l'intervention et des objectifs de la prestation, définition de l'approche méthodologique et du planning d'exécution, identification de l'équipe d'intervenant et du rôle de chaque membre dans l'exécution des travaux, ainsi que des offres financières, ce sont des factures pro forma qui ont été produites comme s'il s'agissait d'une acquisition de fournitures ou de matériel. En outre, le marché a été approuvé avant l'ouverture des plis et l'attribution, ce qui laisse entrevoir, une opération de régularisation de prestations déjà effectuées, en violation de l'article 44 du COA ;

- la **DRP relative à la sélection d'un prestataire pour les travaux d'extension du réseau électrique**, attribuée à **GERTEGS Sarl**, pour un montant de **19 958 423 F CFA TTC**, aurait dû être déclarée infructueuse, car aucune lettre de soumission n'a été déposée par les candidats, rendant, du coup, leurs offres irrecevables, au regard des articles 11 et 61 du CMP, aux termes desquels, les offres sont présentées sous la forme d'une soumission ; en outre, le point « 6 » des instructions aux candidats, relatif aux documents constitutifs de l'offre, fait état d'un certain nombre de pièces à constituer, alors qu'aucune de ces pièces n'a été déposée, par les soumissionnaires ;

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux :

- a) le rapport annuel élaboré par la Cellule de Passation des Marchés pour se conformer aux dispositions de l'article 142 du CMP est réduit à un tableau récapitulatif des marchés passés au cours de l'exercice 2012. Même si le format préconisé par la DCMP a été respecté, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit d'un document sommaire qui ne retrace pas la vie de la Commission des Marchés, au cours de la Gestion sous revue. Le rapport annuel gagnerait à être mieux structuré

avec un chapitre introductif décrivant le cadre dans lequel les opérations de passation de marchés ont été exécutées, les structures mises en place par l'autorité contractante, les actions de renforcement des capacités des acteurs, un corps de rapport donnant des indications précises sur la nature et les volumes d'opérations traitées, le taux de réalisation au regard des prévisions du PPM, les difficultés rencontrées, les solutions apportées, la gestion des interactions avec la DCMP, l'ARMP, les candidats (demandes d'informations, recours gracieux, recours au niveau du CRD, recours contentieux à la Cour Suprême), les problèmes rencontrés dans le suivi de l'exécution des marchés, les solutions apportées, les mises en demeure formulées, les résiliations prononcées, les préconisations pour l'amélioration des processus internes... Il s'agit pour la Cellule de Passation des Marchés, d'élaborer un véritable rapport d'activités plutôt que de se limiter à livrer des statistiques de marchés qui présentent certes, un intérêt pour la DCMP, dans sa mission de consolidation des données, mais n'apporte pas une véritable valeur ajoutée pour la Personne Responsable des Marchés de l'Autorité Contractante, pour qui, ce rapport doit constituer un véritable outil de gestion des marchés ;

- b) Les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés, suivant le même format, ont également été transmis à la DCMP et à l'ARMP ;
- c) L'examen des procès verbaux d'ouverture des plis et d'attribution des marchés passés par la Commune de Rufisque nous a permis de noter que les fonctions exercées au sein de l'Autorité Contractante, et la qualité de membre titulaire ou de suppléant, des personnes siégeant aux réunions, de la commission des marchés n'ont pas été précisées dans le procès-verbal d'ouverture des plis ; cette information est importante en ce qu'elle permet aux vérificateurs d'apprécier les éventuelles incompatibilités, pouvant frapper les personnes concernées ;
- d) Pour les procédures de certaines DRP, dont les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution ont été effectuées par le Conseil Municipal, avec le Maire à sa tête, les qualités de membre titulaire ou suppléant de la commission des marchés, ou de membre de la cellule de passation des marchés, de ces acteurs ne sont pas également, précisées ; seules, leurs fonctions sont mentionnées ;
- e) Les lettres d'invitation adressées aux candidats concernant plusieurs DRP n'ont pas été classées dans le dossier, ceci limite nos possibilités de vérification de la conformité desdits documents à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009, portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, en ce qu'elles doivent mentionner la date d'émission, la liste restreinte des candidats sollicités, l'objet de la DRP, les justifications à produire, concernant les qualités et capacités exigées des candidats et la date limite de dépôt des offres, donc de l'ouverture des plis et permettre ainsi, d'apprécier le délai de préparation des offres ;

- f) Nous avons noté une certaine carence dans le classement et l'archivage des pièces de marché tel qu'édicte par le manuel de procédure de l'ARMP ; en effet, plusieurs non conformités ont été relevées dans la conduite des procédures d'appel d'offres :
- absence de mentions du nombre de candidats ayant retiré le DAO,
 - absence de preuves de la transmission effective des Procès Verbaux d'Ouverture aux soumissionnaires (article 67 du CMP),
 - non- respect du délai réglementaire de production des pièces administratives (article 44.3 du CMP),
 - absence de lettres de notification de l'attribution provisoire aux attributaires,
 - absence de lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres et non classement des attestations de mainlevées des garanties de soumission (article 83.3 du CMP),
 - non classement des lettres de notification d'attribution définitive et de leurs supports de publication (85 alinéas 2 et 4 du CMP),
 - défaut de fourniture par le candidat retenu, de la garantie de bonne exécution dans les délais requis (article 115 du CMP et point 42 des Instructions aux Candidats des dossiers types),
 - mention des articles 81 alinéa 3, 86 et 87 du CMP dans l'avis d'attribution provisoire ; en lieu et place des articles 83.3 (Décision d'attribution) et 88 (recours en matière de passation des marchés publics) en vertu de l'article 89 du CMP,
- g) Les documents relatifs à l'exécution et au règlement de certains marchés, n'ont pas été classés dans les dossiers, qui nous ont été remis, ce qui ne nous a pas permis de mettre en œuvre des procédures de vérification, propres à nous permettre, de nous assurer de la réalité de la dépense et de l'exécution des prestations ;

A notre avis, à l'exception des points évoqués ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	12
1 Synthèse des non conformités et des recommandations	13
1.1 Synthèse des non conformités sur la passation des marchés	14
1.2 Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	33
1.3 Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	35
1.4 Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	37
2 Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	44
2.1 Contexte de l'intervention	45
2.2 Objectifs de la mission	46
2.2.1 Objectifs généraux	46
2.2.2 Objectifs spécifiques	46
2.2.3 Etendue des travaux à effectuer	47
2.2.4 Rapports émis au terme de la mission	49
3 Approche méthodologique	50
3.1 Revue approfondie des textes de référence	51
3.2 Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	52
3.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	53
3.3.1 Audit de la préparation des marchés	54
3.3.2 Audit de la gestion de l'attribution	55
3.3.3 Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	56
4 Résultats des travaux	58
4.1 Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	59
4.1.1 Commission des marchés	59
4.1.2 Cellule de passation des marchés	59
4.1.3 Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	60
4.1.4 Documents de programmation de la passation des marchés	60
4.1.4.1 Plan de passation des marchés	60
4.1.4.2 Avis général de passation des marchés	60
4.1.5 Rappel des seuils applicables à la Commune de Rufisque	60
4.2 Examen des marchés	61
4.2.1 Périmètre couvert par nos travaux	61
4.2.2 Marchés conclus par Entente Directe	64
4.2.3 Marchés conclus par Appel à Manifestation d'Intérêt	66
4.2.4 Marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert	75
4.2.5 Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	108

Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

AMI SELECTION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR LA FORMATION ET L'ASSISTANCE A LA PASSATION DES MARCHES AU PROFIT DE LA VILLE DE RUFISQUE : Y S – 15 000 000 F CFA TTC

L'ouverture des plis de la manifestation d'intérêt a eu lieu le 21 Septembre 2012 alors que la date limite de dépôt des offres était fixée au 15 Septembre, en violation de l'article 67.1 du CMP et aucun document, portant sur la formalisation et les raisons du report de la date d'ouverture des plis, n'a été classé dans le dossier ;

La grille de notation des offres techniques est inadaptée, la Note Technique Minimale fixée à 50 points sur 100 étant anormalement basse. Nous précisons que dans les marchés de prestations intellectuelles, la qualité est un élément essentiel pour déterminer le choix du prestataire, ce faisant, la pratique professionnelle voudrait que cette note soit fixée à un niveau pouvant assurer à l'Autorité Contractante que le potentiel attributaire a les capacités techniques requises pour effectuer la mission. Cette note technique minimale varie généralement entre 70 et 80 points sur 100 ;

Un membre de la Cellule de Passation des Marchés a été désigné membre de la Commission Technique d'Evaluation des offres, en violation de l'article 142 du CMP ; un agent du contrôle interne ne peut intervenir en cours de procédure car étant chargé du contrôle ex-post de cette dernière ;

La lettre d'invitation des candidats présélectionnés ne mentionne ni la date limite de dépôt des propositions, ni la durée de validité des offres ;

La lettre de notification de l'attribution provisoire, le support de publication de l'attribution provisoire et le support de publication de l'attribution définitive du marché n'ont pas été classés dans le dossier ;

Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, n'ont pas été classées dans le dossier ; cette information des candidats non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais

aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de l'article 83.3 du CMP ;

Les justificatifs d'exécution (rapports) et de règlement du marché (copies chèque, ordre de paiement, ordre de virement) n'ont pas été non plus classés dans le dossier qui nous a été remis.

AO N° T_DST_049_2012 TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE MODERNISATION DU CEM de DARESALAM : MADJI BATIMENT SERVICE -35 900 934 F CFA TTC

L'Avis d'Appel d'Offres renvoie les candidats potentiels au Dossier d'Appel d'Offres (DAO), pour une partie des critères de qualification, en violation des dispositions de l'article 66-2-e) du CMP ; ces derniers doivent être en mesure, en consultant cet avis de savoir s'ils sont capables de soumissionner au marché ou non ;

La durée de validité de la garantie de soumission n'a été précisée ni dans l'avis d'appel d'offres ni dans le DAO, en violation de l'article 113.2 du CMP ;

Les fonctions des membres de la commission ne sont pas précisées dans le procès verbal d'ouverture des plis, ce qui ne nous permet pas de vérifier s'il existe une incompatibilité de fonction ou un conflit d'intérêt ;

Aucun justificatif de la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats, n'a été classé dans le dossier, en violation de l'article 67.4 du CMP ;

La lettre de notification de l'attribution provisoire, le support de publicité de l'attribution provisoire (article 83.3 du CMP) et la lettre de notification définitive du marché (article 85 du CMP) n'ont pas été classés dans le dossier ;

L'article 13 du contrat est mal libellé car il dispose que la garantie de bonne exécution doit être fournie par le titulaire, à la date d'entrée en vigueur du marché, en violation de l'article 115 du CMP, aux termes duquel, la garantie de bonne exécution devait être constituée en totalité, à la signature du contrat.

**AO N° T/049/DST/VR/2012 REHABILITATION DE LA GRANDE MOSQUEE DE KEURY SOUF (RUFISQUE) : MADJI BATIMENT
SERVICE - 25 307 100 F CFA TTC**

Il n'a pas été précisé dans le procès verbal d'ouverture des plis, si l'entreprise Boubs Baticom et la Compagnie Niassène Rufisquoise ont transmis les pièces administratives requises à l'article 44 du CMP hormis la garantie de soumission qui n'a pas été transmise par ces deux candidats ;

L'avis d'appel d'offres qui nous a été transmis porte la date du 23 février 2012 alors que la page de garde est datée du 23 mars 2012. Sur le même avis d'appel d'offres, dans l'annonce même, il est marqué une date du 22 avril 2012 alors que la date limite de dépôt des offres était fixée au 24 avril 2012 ;

La transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires n'a pas été matérialisée en violation de l'article 67-4 du CMP ;

Les lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus, du rejet de leurs offres, ne sont pas jointes au dossier (article 83.3 du CMP) ;

Les spécifications techniques déterminées dans le DAO n'ont pas fait l'objet d'une évaluation détaillée ;

La transmission des pièces administratives manquantes n'a pas fait l'objet d'un suivi formalisé ; de ce fait, nous n'avons pas l'assurance que les soumissionnaires concernés ont complété ou non les pièces manquantes constatées à l'ouverture des plis ;

Le marché a été approuvé le 30 mai 2012 alors que la garantie de bonne exécution n'a été constituée que le 28 juin 2012. Il s'est donc écoulé 29 jours avant que l'attributaire du marché ne transmette l'attestation de garantie de bonne exécution ;

Le point 42 des instructions aux candidats dans ses alinéa 42.1 et 42.2 stipule que « dans les quatorze (14) jours suivant la réception de la notification par l'autorité contractante de l'attribution du marché, le candidat retenu fournira la garantie de bonne exécution conformément au CCAG, en utilisant le Formulaire de garantie de bonne exécution annexé au DAO ;

Le défaut de soumission par le candidat retenu, de la garantie de bonne exécution, susmentionnée, ou le fait qu'il ne signe pas le Formulaire de Marché, constituera un motif suffisant d'annulation de l'attribution du marché et de saisie de la garantie de soumission, auquel cas l'autorité contractante pourra attribuer le marché au candidat dont l'offre est jugée substantiellement conforme au DAO et classée la

deuxième moins disante, et qui possède les qualifications exigées pour exécuter le Marché de façon satisfaisante» ;

En conclusion, à l'expiration du délai de 14 jours fixés à compter de la notification du marché, la garantie de bonne exécution n'étant pas constituée par le titulaire du marché, ce dernier aurait dû être annulé et la garantie de soumission saisie ;

Les pièces de règlement qui nous ont été transmises justifient le paiement du marché à hauteur de 13 306 340 F CFA, les 12 000 760 F CFA restants n'ont pas été justifiés ;

Le support de l'avis d'attribution définitive fait référence à l'article 83.3 en lieu et place de l'article 85 du CMP ;

Les attestations de main levée des garanties de soumission, les Procès Verbaux de chantiers et de réception n'ont pas été joints au dossier ;

AO N° T/067/DST/VR/2012 TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DE GROSSES REPARATIONS DE CHAUSSEE DANS LA VILLE DE RUFISQUE : HENAN CHINE - 485 014 111 F CFA

La transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires n'a pas été matérialisée en violation de l'article 67-4 du CMP ;

Les spécifications techniques déterminées dans le DAO n'ont pas fait l'objet d'évaluation détaillée ;

Les articles 81 alinéa 3, 86 et 87 du CMP qui ont été mentionnés dans l'avis d'attribution provisoire ne sont plus actuels et doivent être remplacés respectivement par les articles 83.3 (Décision d'attribution) et 88 (recours en matière de passation des marchés publics) en vertu de l'article 89 du CMP ;

Dans ce même avis, tous les soumissionnaires au marché ont été mentionnés sans que leurs offres financières ne soient indiquées ;

Le support de l'avis d'attribution définitive fait référence à l'article 83.3 en lieu et place de l'article 85 du CMP ;

Les dates de souscription, d'approbation et de notification inscrites sur le contrat de l'avenant sont les mêmes que celles du contrat de l'appel d'offres ;

La garantie de bonne exécution constituée par l'attributaire du marché ne prend pas en compte la clause du modèle de garantie de bonne exécution du DAO stipulant que « Sur demande écrite de l'autorité contractante formulée avant l'expiration de cette garantie, le garant

prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu'une fois » ;

L'attributaire du marché n'a été mis en demeure que le 05 février 2014 pour des travaux qui devaient débuter depuis le 15 avril 2013 soit dix mois après notification de l'ordre de service ;

Aucune documentation n'a été procurée sur l'application des pénalités de retard en violation de l'article 134 du CMP ;

Les attestations de main levée des garanties de soumission, les PV de réception et les documents liés à l'exécution et au règlement n'ont pas été joints au dossier ;

AOO N° F_DAGE_051 EQUIPEMENT POSTE DE TRANSFORMATION : SERVICES INGENIEURIE TRAVAUX (SITRA) - 21 930 300 F CFA

Il est exigé dans les critères de qualification des candidats, l'exécution d'au moins un (01) marché de nature et de taille similaires. Cette exigence relative à la taille des marchés constitue à notre avis une entrave au libre accès à la commande publique notamment pour les entreprises nouvellement créées et viole le principe d'égalité des candidats. En effet, au regard de l'article 27 du COA, l'autorité contractante peut requérir des candidats à un marché public une expérience dans la réalisation d'activités analogues à celle faisant l'objet du marché mais ne peut pas demander aux soumissionnaires de faire la preuve de l'exécution de marchés de même taille. En introduisant cette exigence relative à la taille du marché dans les critères de qualification, sans démontrer en quoi elle est objectivement rendue nécessaire par l'objet dudit marché et la nature des prestations, l'autorité contractante restreint l'accès du marché (cf. décision N° 150/11/ARMP/CRD du 03 août 2011) ;

Le tableau de vérification du dépôt des offres par les soumissionnaires et de la validité des pièces administratives annexé au procès verbal d'ouverture des plis ne mentionne que le nom des deux entreprises (SITRA et GERTEGS SARL), sans aucune mention auxdites pièces ;

Le comité technique a proposé l'attribution à l'entreprise SITRA pour un montant de Dix Huit Millions Cent Trente Six Mille Dix (18 136 010) F CFATTC alors que le PV d'attribution et le contrat mentionnent un montant de Vingt Un Million Neuf Cent Trente Mille Trois Cents Francs (21 930 300 F CFA) ; s'y ajoute que ce comité n'est pas en mesure de faire une proposition d'attribution et devrait se contenter de classer les offres et de transmettre le rapport d'évaluation à la commission des marchés à qui appartient la tâche de faire une

proposition d'attribution à la Personne Responsable des Marchés ;

Les justificatifs de la transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires ne sont pas classés dans le dossier de passation qui nous a été transmis, en violation de l'article 67.4 du CMP ;

La lettre de rejet du candidat non retenu ne mentionne pas le montant auquel le marché a été attribué ;

Le Procès Verbal d'ouverture des plis ne mentionne pas le nombre de DAO retirés alors que cette information permet d'avoir des indications sur la réalité et l'étendue de la publicité mais donne également une base de calcul des ressources tirées de la vente des DAO. Sous ce rapport, il conviendrait de joindre aux offres le reçu de paiement des DAO ;

Un délai de 72 heures est accordé aux entreprises pour la production des pièces manquantes alors que l'article 44.3 du CMP leur accorde le même délai que celui imparti à l'Autorité Contractante, pour prononcer l'attribution, de plus, aucun document ne retrace le suivi de la régularisation des pièces administratives pour chaque entreprise, en violation de l'article 44 du CMP ;

La lettre de notification d'attribution définitive et le support de publicité de ladite attribution définitive n'ont pas été joints au dossier ;

Trois factures d'un montant de 21 930 300 F CFA TTC chacune sont présentées par SITRA : (Offre de prix N° OF12-060 du 19 octobre 2012 d'un montant de 21 930 300 F CFA TTC ; Facture pro forma N° FP12-075a du 24 octobre 2012 ; Facture N° FA12-055 non datée) alors que la date de dépôt et d'ouverture des offres est au 29 juin 2012 ; de ce fait, les dates des factures pro forma sont antérieures à la date limite de dépôt des offres ;

A la date du 09 janvier 2013, une mise en demeure a été adressée à la SITRA pour non respect des délais mais aucun document justifiant l'application des pénalités de retard n'est joint au dossier, en violation de l'article 134 du CMP ;

Les justificatifs du précompte de la TVA et de son reversement n'ont pas été classés dans le dossier.

DRP N° F-DAGE-041 FOURNITURE DE MATERIELS DE BALAYAGE, DE NETTOYAGE ET DE DESINFECTION : NDIAYE MBAYE NDONDE - 14 675 070 F CFA TTC

Les lettres d'invitation adressées aux candidats n'ont pas été classées dans le dossier, ceci limite nos possibilités de vérification de la conformité desdits documents à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure

de DRP, en ce qu'ils doivent mentionner la liste restreinte des candidats sollicités et permettre d'apprécier le délai de préparation des offres ;

Le contrat ne prévoit de clause relative ni au délai d'exécution ni aux pénalités de retard, en violation de l'article 13 alinéas 6 et 7 du CMP ;

Les justificatifs liés à l'exécution (Bon de commande, Bordereau de livraison, facture, PV de réception) et au règlement du marché (copie chèque ou ordre de virement) n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis; les justificatifs de reversement de la TVA ne sont pas non plus classés dans le dossier.

Les offres des candidats DIAGNE IBA DIOP, NDIAYE MBAYE NDONDE (attributaire du marché) et ETOILE SPORT et le bordereau quantitatif annexé au cahier des charges présentent des similitudes qui laissent entrevoir qu'elles ont été produites par la même source. En outre, tous les candidats, à l'exception de l'attributaire, ont coté leurs offres au-delà du seuil de passation des DRP. Pour des professionnels au fait des procédures de passation des marchés, une telle manière de procéder peut prêter à équivoque et laisse entrevoir une collusion entre fournisseurs qui voulaient servir de faire valoir à l'attributaire ;

Les factures classées dans le dossier ne se rapportent pas toutes au marché ;

DRP N° F-DAGE-020 COUPES, RECOMPENSES ET PRIX 2012 : ETOILE SPORT - 13 935 800 F CFA TTC

Les lettres d'invitation adressées aux candidats n'ont pas été classées dans le dossier, ceci limite nos possibilités de vérification de la conformité desdits documents à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, en ce qu'ils doivent mentionner la liste restreinte des candidats sollicités et permettre d'apprécier le délai de préparation des offres ;

La lettre de notification de l'attribution provisoire n'est pas classée dans le dossier ;

Le contrat ne prévoit pas une clause relative au délai d'exécution en violation de l'article 13.6 du CMP ;

Les justificatifs de règlement du reliquat de 5 581 400 F CFA, n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis.

DRP N° C-DST-060-VR-2012 SELECTION D'UN CONSULTANT POUR L'ETUDE ET LE SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX POUR LE COMPTE DE LA VILLE DE RUFISQUE : CERSO-BTP SARL – 3 000 000 F CFA TTC

Nous avons noté que la Commission des Marchés de la Commune qui a statué pour les marchés passés par DRP est présidée par le Maire ;

cette composition n'est pas conforme à l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés puisque le Maire ne peut être le Président de la Commission des Marchés car l'arrêté dispose qu'outre le Président, la Commission des Marchés comprend le Directeur Administratif et Financier ou son représentant, le Responsable des Services Techniques ou son représentant, le Responsable chargé des Approvisionnements ou son représentant. Notons que tous les membres de la commission des marchés, composée telle une commission interne, qui ont statué pour les DRP, sont différents de ceux qui ont siégé pour les marchés passés par appel d'offres ;

Les lettres d'invitation individuelles adressées aux fournisseurs pressentis n'ont pas été jointes au dossier. Seul le modèle de lettre d'invitation non datée et annexée aux TDR a été joint au dossier ;

Les pièces administratives exigées à l'article 44 du CMP n'ont pas été requises. Ces pièces permettent à l'autorité contractante de s'assurer et aux candidats de justifier de leurs capacités juridiques, techniques, financières et environnementales requises pour exécuter le marché, en présentant tous documents et attestations appropriés énumérés par le Dossier d'Appel à la Concurrence ;

Le procès verbal d'ouverture des plis annonce que cinq plis ont été reçus alors que la commission n'a ouvert que quatre plis car l'entreprise LPT n'a pas soumissionné à la DRP ;

La qualité des membres de la commission des marchés n'a pas été précisée dans le procès verbal d'ouverture des plis, seules leurs fonctions sont mentionnées ;

Nous notons que les offres financières ont été consignées dans le procès verbal d'ouverture des plis alors qu'il s'agit d'un marché de prestations intellectuelles. Même si le montant n'a pas atteint le seuil de passation par appel d'offres, la commission des marchés aurait dû traité ce marché conformément à l'article 80 du CMP relatif aux prestations intellectuelles. En effet, l'Autorité Contractante aurait dû requérir des soumissionnaires des offres techniques et des offres financières et dérouler la procédure conformément à l'article 80.2 du CMP notamment procéder à l'ouverture et l'évaluation des offres techniques en premier et ensuite ouvrir et évaluer les offres financières ;

Nous notons qu'aucune évaluation technique des offres n'a été faite, le choix de l'attributaire n'a été basé que sur le critère prix en violation de l'article précité. L'examen des offres des soumissionnaires vient conforter nos observations car aucun soumissionnaire n'a proposé une offre technique, ils ont tous présenté une facture pro forma comme s'il s'agissait d'une acquisition de fournitures ;

Nous constatons également que le cadre des factures pro forma ou offres de services proposées par les soumissionnaires présentent des

similitudes frappantes. La même faute est commise sur le mot « arrêtée la présente facture ou offre » ;

Les lettres d'information adressées aux candidats non retenus ne précisent pas le montant auquel le marché a été attribué ;

Nous notons une incohérence entre la date de notification du marché et la souscription du contrat. En effet, le marché a été souscrit et approuvé le 15 mars 2012 alors qu'il a été notifié le 8 mars 2012 donc à une date antérieure. Néanmoins sur la page de garde du contrat, il est noté une date de souscription du 06 février 2012 ; ceci nous semble constituer une opération de régularisation en violation de l'article 44 du COA. Sur le registre des marchés, seule l'entreprise LPT a apposé son cachet pour attester de la réception de la lettre d'invitation.

DRP N° F/DAGE/010/2012 FOURNITURES DE MOBILIER DE BUREAU : DISTRIBUTION PLUS - 13 490 940 F CFA TTC

Nous avons noté que la Commission des Marchés de la Commune qui a statué pour les marchés passés par DRP est présidée par le Maire ; cette composition n'est pas conforme à l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés puisque le Maire ne peut être le Président de la Commission des Marchés car l'arrêté dispose qu'outre le Président, la Commission des Marchés comprend le Directeur Administratif et Financier ou son représentant, le Responsable des Services Techniques ou son représentant, le Responsable chargé des Approvisionnements ou son représentant. Notons que tous les membres de la commission des marchés, composée telle une commission interne, qui ont statué pour les DRP sont différents de ceux qui ont siégé pour les marchés passés par appel d'offres ;

Les lettres d'invitation individuelles adressées aux fournisseurs pressentis n'ont pas été datées ;

Les pièces administratives exigées à l'article 44 du CMP n'ont pas été requises. Ces pièces permettent à l'autorité contractante de s'assurer et aux candidats de justifier de leurs capacités juridiques, techniques, financières et environnementales requises pour exécuter le marché, en présentant tous documents et attestations appropriés énumérés par le Dossier d'Appel à la Concurrence ;

La qualité des membres de la commission des marchés n'a pas été précisée dans le procès verbal d'ouverture des plis, seules leurs fonctions sont mentionnées ;

Nous constatons d'une part, que le cadre des factures pro forma des entreprises Buro Plus et Daoud Bureaux SARL présentent des ressemblances frappantes. D'autre part, des similitudes sont notées sur les factures pro forma de International Trade Business et Distribution Plus. Le montant en lettres de l'offre est écrit de la même manière « Quatorze millions, ... » sur ces dernières ;

Les lettres d'information adressées aux candidats non retenus ne précisent pas le montant auquel le marché a été attribué. Nous avons relevé également que les entreprises International Trade Business et Touba International Business ont reçu ces lettres le 19 mars 2012 alors qu'elles ont été émises le 8 mars 2012, soit 11 jours après. Les lettres d'information du rejet de leurs offres adressées à Buro Plus et Daoud Bureau SRL ne portent pas la date de leur décharge, nous n'avons pas l'assurance de la transmission effective de ces lettres à ces derniers ;

La clause relative aux pénalités de retard n'a pas été mentionnée dans le contrat en violation de l'article 13-7 du CMP ;

Le cahier des charges avait requis 167 « chaises Kelly 50 » alors que tous les soumissionnaires ont proposé une quantité de 209 chaises. Aucun justificatif documenté n'a été fourni dans le dossier sur ce changement des quantités et nous rappelons qu'aucune marge de fluctuation n'avait été prévue dans le cahier des charges et dans les clauses du contrat ;

Le cahier des charges avait précisé une période de validité des offres de 60 jours alors que Buro Plus dans son offre mentionne une période de validité de son offre de 30 jours, par conséquent, son offre n'aurait pas dû être acceptée ;

A l'examen des offres, nous notons que chaque soumissionnaire a émis deux factures pro forma à la même date avec des montants différents. L'existence de ces deux factures n'a pas été justifiée ;

Nous notons une incohérence entre la date de notification du marché et la souscription du contrat. En effet, le marché a été souscrit et approuvé le 15 mars 2012 alors qu'il a été notifié le 8 mars 2012 donc à une date antérieure. Néanmoins sur la page de garde du contrat, il est noté une date de souscription du 16 février 2012 ; ceci nous semble constituer une opération de régularisation ;

D'ailleurs, nous notons plusieurs autres opérations de régularisation suite à des prestations déjà exécutées en violation de l'article 44 du COA. En effet, des bons de commande ont été émis le 14, 16, 28 décembre 2011 et le 05 janvier 2012 pour des factures respectives du 15, 26 décembre 2011 et du 06 janvier 2012 alors que les offres des soumissionnaires ont été reçues et ouvertes le 08 mars 2012. S'y ajoute que le cachet du service du courrier « Arrivée » apposé sur cette facture porte la date du 28 février 2007. Les bordereaux de livraison relatifs à ces commandes et à ces factures ont été émis respectivement le 16, 22, 31 décembre 2011 et le 05 janvier 2012 ;

Les justificatifs liés à l'exécution du marché et joints au dossier sont à hauteur de 9 549 740 F CFA TTC, les 3 941 200 F CFA restants n'ont pas été justifiés. Le marché a été payé à hauteur de 8 093 000 F CFA ;

La partie relative à ce marché n'a pas été remplie dans le registre de marchés.

DRP N° F/DAGE/007/2012 FOURNITURES DE DENREES ALIMENTAIRES (RIZ) : NDIAYE MBAYE NDONDE - 13 992 000 F CFA HT

Nous avons noté que la Commission des Marchés de la Commune qui a statué pour les marchés passés par DRP est présidée par le Maire ; cette composition n'est pas conforme à l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés puisque le Maire ne peut être le Président de la Commission des Marchés car l'arrêté dispose que outre le Président, la Commission des Marchés comprend le Directeur Administratif et Financier ou son représentant, le Responsable des Services Techniques ou son représentant, le Responsable chargé des Approvisionnements ou son représentant. Notons que tous les membres de la commission des marchés composée telle une commission interne, qui ont statué pour les DRP sont différents de ceux qui ont siégé pour les marchés passés par appel d'offres ;

Cette même commission constitue la commission de réception et elle est présidée également par le Maire de la Commune. Il y a un cumul de fonctions constituant une entorse aux principes de séparation des fonctions ;

Les lettres d'invitation individuelles adressées aux fournisseurs pressentis n'ont pas été datées ;

Les pièces administratives exigées à l'article 44 du CMP n'ont pas été requises. Ces pièces permettent à l'autorité contractante de s'assurer et aux candidats de justifier de leurs capacités juridiques, techniques, financières et environnementales requises pour exécuter le marché, en présentant tous documents et attestations appropriés énumérés par le Dossier d'Appel à la Concurrence ;

La qualité des membres de la commission des marchés n'a pas été précisée dans le procès verbal d'ouverture des plis, seules leurs fonctions sont mentionnées ;

Le délai d'exécution mentionné dans le cahier des charges (4 mois) est différent de celui indiqué dans le contrat (8 mois) ;

Les lettres d'information adressées aux candidats non retenus ne précisent pas le montant auquel le marché a été attribué. De plus, ces lettres n'ont pas été déchargées par leurs destinataires ;

Nous notons d'une part, que les factures pro forma des soumissionnaires Ablaye Ba et Mame Cheikh Diouf sont identiques sur la présentation, il s'y ajoute que ces deux candidats ont proposé une quantité de 650 sacs alors que 636 sacs étaient requis comme l'ont proposé les autres soumissionnaires d'ailleurs. D'autre part, les offres de Mor Ndiaye et Entreprise Ndiaye Mbaye Ndondé sont similaires, le cadre de présentation des factures pro forma est exactement le même. Nous constatons également que les offres de Ablaye Ba, Mame Cheikh Diouf et

Mor Ndiaye ne comportent pas de numéro de Registre de Commerce et de NINEA ;

A l'examen du registre des marchés, la date de départ des lettres est le 02 avril 2012 (du blanco a été mis sur cette date) alors que l'ouverture des plis a eu lieu le 08 mars 2012. De plus, seuls les cachets de deux sociétés ont été apposés pour la réception de ces lettres, ceux de Mbaye Ndongé Ndiaye et Mor Ndiaye ;

Les offres ont été requises en hors taxes mais les montants en toutes taxes comprises dépassent le seuil de passation des marchés passés par DRP (article 53 du CMP) ;

Nous notons une incohérence entre les dates de notification du marché, de souscription et d'approbation inscrites dans le corps du contrat. En effet, le marché a été souscrit et approuvé le 08 mai 2012. Néanmoins sur la page de garde du contrat pour le même montant, il est noté une date de souscription du 29 février 2012 et une notification du 25 avril 2012 ;

Le bon de commande établi pour la totalité du marché a été émis le 20 juillet 2012 alors que l'exécution du marché (facture définitive, PV de réception, certificat administratif et mandat de paiement) a débuté depuis le 29 février 2012 ; ceci nous semble constituer une opération de régularisation en violation de l'article 44 du COA ;

La clause relative aux pénalités de retard n'a pas été mentionnée dans le contrat en violation de l'article 13-7 du CMP.

DRP – C-DAGE-063-2012 ASSISTANCE A L'ELABORATION D'UN PLAN OPERATIONNEL DE GESTION ET D'ENTRETIEN DES INFRASTRUCTURES COMMUNALES : LE POINT TECHNIQUE (L.P.T) - 6 136 000 F CFA TTC

Des termes de références et instructions aux soumissionnaires ont été annexés aux lettres d'invitations adressées aux différents candidats mais ils n'ont pas été joints au dossier ;

Il a été stipulé dans les lettres d'invitation que le choix du consultant sera fait par la méthode qualité technique – coût. Or, dans le dossier qui nous a été remis, aucune offre technique n'y a été jointe et les procès-verbaux d'ouverture et d'attribution n'ont pas fait état d'une quelconque évaluation technique des offres des candidats, en violation des dispositions de l'article 80.5 du CMP ;

Il s'y ajoute que les offres sont présentées sous-forme de facture pro forma pour des travaux de consultance, pour lesquelles, il aurait fallu préparer des offres en bonne et due forme avec déclinaison du cadre de l'intervention et des objectifs de la prestation, définition de l'approche

méthodologique et du planning d'exécution, identification de l'équipe d'intervenant et du rôle de chaque membre dans l'exécution des travaux. En lieu et place, ce sont des factures pro forma qui ont été produites, comme s'il s'agissait de fournitures ou de matériel ;

Les lettres à adresser aux soumissionnaires non retenus pour les informer du rejet de leurs offres ne figurent pas non plus dans le dossier qui nous a été transmis en violation de l'article 78 du CMP et de la circulaire 004 du PM ;

Nous rappelons que cette information est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes à ses destinataires contre la procédure ;

Il est à noter que les lettres d'invitation adressées aux candidats ne font pas mention des conditions d'accès à la commande publique en violation des dispositions telles que spécifiées dans les articles 43 et 44 du décret 2011-1048 du 27-07-2007 portant CMP et qu'en plus elles n'ont pas été signées ;

L'examen des offres des soumissionnaires (LPT, SRT et B.E.B.A.R) a permis de constater, qu'aucune indication relative à l'existence légale notamment l'immatriculation au Registre du Commerce et aux taxes indirectes n'est donnée par trois des cinq candidats consultés en violation des dispositions des articles 43 et 44 du CMP relatives aux conditions d'accès à la commande publique ;

Les soumissionnaires de même que l'attributaire n'ont pas fourni les pièces administratives en violation des dispositions des articles 43 et 44 du CMP.

Les documents de règlements qui nous ont été transmis ne sont pas exhaustifs pour nous permettre d'apprécier la matérialité des prestations et leurs règlements conformes aux dispositions contractuelles.

L'attestation de précompte de TVA et le justificatif de son reversement n'ont pas été classés dans le dossier de marché qui nous a été remis ; Nous pouvons noter des opérations de régularisations en violation de l'article 44 du COA. En effet, le contrat a été signé et approuvé le 02 août 2012, alors qu'il a été souscrit le 05 juillet pour être notifié le 03 août 2012 soit le même jour où se sont déroulées l'ouverture des plis et l'attribution provisoire du marché. Par conséquent, le contrat avait été souscrit et approuvé bien avant la réception, l'ouverture des offres et l'attribution du marché.

DRP – T-DST-052 EXTENSION DU RESEAU ELECTRIQUE : GERTEGS SARL - 19 958 423 F CFA TTC

Le point « 6 » des instructions aux candidats relatifs aux documents constitutifs de l'offre, fait état d'un certain nombre de pièces à constituer. Nous notons que non seulement aucune de ces pièces n'a été déposée par les soumissionnaires, de surcroît, la lettre de soumission n'a pas non plus été déposée. En l'absence de lettre de soumission, lorsqu'elle est requise dans le dossier d'appel à concurrence, il n'y a pas d'offre recevable. Ce faisant, la consultation aurait dû être déclarée infructueuse, aucune offre n'étant recevable au regard des articles 11 et 61 du CMP, article 11 aux termes desquels, « le marché, passé après mise en concurrence, comprend la soumission qui est l'acte par lequel le candidat présente son offre et adhère aux dispositions du marché. » ;

Les lettres d'invitation des candidats n'ont pas été mises à notre disposition dans le dossier. Par conséquent, nous ne disposons d'aucune information sur la date de lancement du marché, la date limite de dépôt des offres, le nombre de candidats invités et le délai de préparation des offres ;

A l'exception du candidat G-Services, les lettres à adresser aux autres soumissionnaires non retenus pour les informer du rejet de leurs offres, ne figurent pas non plus dans le dossier qui nous a été transmis ; nous rappelons que cette information est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure, tant en vertu du principe de transparence, qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes à ses destinataires contre la procédure ;

L'offre de l'Entreprise Mame Diarra, datant du 11 mai 2012, a été jointe au dossier mais aucun procès-verbal ou rapport ne fait mention de cette offre ;

Nous notons une incohérence entre le point de départ du délai d'exécution inscrit dans les conditions particulières du cahier des charges qui mentionne un délai de 60 jours après notification du marché tandis que le contrat indique un délai de deux mois après signature du contrat. Cette dernière mention est contraire à l'article 85 du CMP qui stipule que « le marché ne produit d'effet à l'égard de l'attributaire qu'à compter de la date de sa notification. La date de notification constitue le point de départ des délais contractuels d'exécution du marché » ;

Les documents de règlements du marché, l'attestation de précompte TVA et le justificatif de son reversement n'ont pas été mis à notre disposition pour nous permettre d'apprécier la matérialité des prestations et leurs règlements conformes aux dispositions contractuelles.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

AMI

Faire de la qualité un élément essentiel du choix dans la détermination de la note technique minimale, dans les marchés de prestations intellectuelles ;

Se conformer à l'article 142 du CMP, sur le rôle des organes de contrôle interne ;

Veiller au respect de l'article 83.3 du CMP, sur l'information des candidats non retenus ;

Mettre à disposition les justificatifs d'exécution (rapports) et de règlement du marché (copies chèque, ordre de paiement, ordre de virement), du marché ;

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

APPELS D'OFFRES

Se conformer à l'article 66.2 du CMP, sur les mentions obligatoires de l'avis d'appel d'offres ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 113.2 du CMP, sur la fixation du délai de validité de la garantie de soumission ;

Préciser les fonctions des membres de la commission dans le procès verbal d'ouverture des plis ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 67.4 du CMP, sur la transmission du Procès Verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires ;

Se conformer à l'article 83.3 du CMP, sur la publicité de l'attribution provisoire et la restitution de leur garantie de soumission ;

Se conformer à l'article 85 du CMP sur la notification définitive du marché et le point de départ des délais contractuels ;

Se conformer à l'article 115 du CMP, sur la garantie de bonne exécution ;

Veiller à procéder à une évaluation des spécifications techniques en bonne et due forme ;

Veiller à un suivi formalisé de la transmission des pièces administratives ;

Actualiser les articles de référence dans les avis de publication d'attribution notamment les articles 83.3, 88 et 89 du CMP (décret 2011-1048 du 27 juillet 2011) qui se substituent aux articles 81.3, 86 et 87 de l'ancien code des marchés publics ;

Veiller à l'harmonisation des dates inscrites sur les différents documents de passation des marchés ;

Veiller au respect des modèles de lettres de garantie bonne exécution conformément aux documents types ;

Se conformer à l'article 27 du COA ;

Mentionner le nombre de DAO retirés, dans le Procès Verbal d'ouverture des plis ;

Veiller au suivi formalisé des pièces requises aux articles 43 et 44 du CMP ;

Veiller à attribuer le marché au montant de la soumission ;

Veiller au respect de l'article 134 du CMP ;

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Se conformer à l'article 13 du CMP, sur les mentions obligatoires du contrat ;

Veiller au respect des dispositions de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Mettre à disposition les justificatifs d'exécution et de règlement des marchés ;

Bannir la collusion entre les fournisseurs et veiller à la transparence dans la procédure de DRP ;

Veiller au respect des dispositions l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP ;

Veiller au respect des dispositions des articles 43 et 44 du CMP ;

Veiller à préciser dans le procès verbal d'ouverture des plis les qualités qu'occupent les membres de la commission des marchés ;

Se conformer aux dispositions de l'article 80 du CMP sur les marchés de prestations intellectuelles ;

Préciser dans les lettres d'information aux candidats non retenus le montant auquel le marché a été attribué ;

Veiller au respect de l'article 44 du COA ;

Dater les lettres de consultation adressées aux candidats pressentis ;

Se conformer aux dispositions de l'article 88 du CMP ;

Veiller à l'harmonisation des informations inscrites sur les différents documents de passation des marchés ;

Se conformer aux dispositions de l'article 53 du CMP ;

Veiller à une correcte mise en œuvre de la procédure de sélection des consultants en donnant des indications précises sur la présentation des offres, les exigences en matière de qualification et les critères d'évaluation des offres. Dans le cas des prestations intellectuelles, il faudra exiger des offres techniques et financières distinctes en bonne et due forme et veiller à ne pas ouvrir les offres financières en même temps que les offres techniques ;

Se conformer aux dispositions des articles 11 et 61 du CMP ;

Veiller à la transparence et à l'équité dans la mise en œuvre des procédures de passation des marchés, en short listant des candidats qui ont a priori, les capacités à exécuter les prestations souhaitées ;

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.

1.2 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE
Les documents relatifs au règlement de certains marchés, n'ont pas été classés dans les dossiers ; Les justificatifs de reversement de la TVA ne sont pas classés dans le dossier.
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE
Mettre à disposition tous les justificatifs de règlement des marchés, Il convient de demander au RPM la transmission de copies des attestations de précompte de la TVA

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON EFFECTUEE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON EFFECTUEE

1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	ED N° F-001-DAGE-12 Fourniture de médicaments	AMI Sélection d'un consultant individuel pour la formation et l'assistance à la passation des marchés au profit de la ville de Rufisque	AO N° T-DST-049-2012 Travaux d'aménagement et de modernisation du CEM de Dare Salam	AO N° T-049/DST/VR/2012 Réhabilitation de la Grande Mosquée de Keury Souf	AO N° T/067/DST/VR/2012 Travaux de construction et de grosses réparations de chaussée
Attributaires	Pharmacie Régionale d'Approvisionnement	Youssouf Sakho	Madji Bâtiment Service	Madji Bâtiment Service	Henan Chine
Montants en F CFA	14 836 800 HT	15 000 000 TTC	35 900 934 TTC	25 307 100 TTC	485 014 111 TTC
Qualité des membres de la commission des marchés non précisées dans les PV			✓		
Evaluation des spécifications techniques non effectuée				✓	✓
Suivi de la transmission des pièces administratives non formalisée				✓	
Violation de l'article 66-2 du CMP sur les critères de qualification			✓		
Violation de l'art 67.4 du CMP : Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats			✓		✓
Violation de l'article 80 du CMP sur les prestations intellectuelles		✓			
Violation de l'art 83.3 du CMP : Défaut d'information des candidats		✓	✓	✓	✓

non retenus du rejet de leurs offres					
Non respect de l'article 83.3 relatif à la restitution des garanties de soumission				✓	✓
Violation de l'article 85 du CMP sur la notification des marchés			✓	✓	
Violation de l'article 113.2 du CMP sur la durée de validité des offres			✓		
Violation de l'article 115 du CMP sur la garantie de bonne exécution			✓	✓	
Violation de l'article 142 du CMP sur le contrôle interne et a posteriori		✓			
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓	✓

Description	AO N° F-DAGE-051 Equipement Poste de transformation	DRP N° F-DAGE-041 Fourniture de matériels de balayage, de nettoyage et de désinfection	DRP N° F-DAGE-020 Coupes, récompenses et prix 2012	DRP N° C-DST-060-VR-2012 Sélection d'un consultant pour l'étude et le suivi de l'exécution des travaux pour le compte de la Ville de Rufisque	DRP N° F/DAGE/010/2012 Fourniture de mobilier de bureau
Attributaires	SITRA	Ndiaye Mbaye Ndongé	Etoile Sport	CERSO BTP SARL	Distribution Plus
Montants en F CFA	21 930 000 TTC	14 675 070 TTC	13 935 800 TTC	3 000 000 TTC	13 490 940 TTC
Qualité des membres de la commission des marchés non précisées dans les PV				✓	✓
Evaluation des spécifications techniques non effectuée				✓	
Suivi de la transmission des pièces administratives non formalisée	✓				
Montant attribué non mentionné dans les lettres d'information aux candidats non retenus	✓			✓	
Signes de collusion		✓		✓	✓
Incohérence dans les dates inscrites sur les documents de passation				✓	✓
Violation de la circulaire 004 du PM portant instructions de la procédure de DRP		✓	✓		
Arrêté 12786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du CMP				✓	✓
Violation de l'article 13 du CMP sur		✓	✓		✓

les mentions obligatoires					
Violation des articles 43 et 44 du CMP sur les pièces à fournir				✓	✓
Violation de l'article 44 du COA sur la régularisation des marchés	✓				✓
Violation de l'art 67.4 du CMP : Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats	✓				
Violation de l'article 80 du CMP sur les prestations intellectuelles				✓	
Violation de l'article 88 du CMP sur les recours					✓
Violation de l'article 134 du CMP sur l'application des pénalités de retard	✓				
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓	✓

Description	DRP N° F/DAGE/007/2012 Fourniture de denrées alimentaires	DRP N° C-DAGE-063-2012 Assistance à l'élaboration d'un plan opérationnel de gestion et d'entretien des infrastructures communales	DRP N° T-DST-052 Extension du réseau électrique
Attributaires	Ndiaye Mbaye Ndongé	LPT	GERTEGS SARL
Montants en F CFA	13 992 000 HT	6 136 000 TTC	19 958 423 TTC
Qualité des membres de la commission des marchés non précisées dans les PV	✓		
Signes de collusion	✓		
Incohérence dans les dates inscrites sur les documents de passation	✓		✓
Violation de l'article 11 du CMP sur les pièces constitutives (soumission des candidats)			✓
Violation de la circulaire 004 du PM portant instructions de la procédure de DRP		✓	
Arrêté 12786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du CMP	✓		
Violation de l'article 13 du CMP sur les mentions obligatoires	✓		
Violation des articles 43 et 44 du CMP sur les pièces à fournir	✓	✓	
Violation de l'article 44 du COA sur la régularisation des marchés		✓	

Violation de l'article 53 du CMP sur les seuils de passation des marchés	✓		
Violation de l'article 78 du CMP sur les DRP		✓	
Violation de l'article 80 du CMP sur les prestations intellectuelles		✓	
Violation de l'article 85 du CMP sur la notification des marchés			✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés		✓	✓

SECTION 2
CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2012 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées dans les termes de référence.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agit principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

2.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agit dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;

- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuyons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours est organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2012, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),

- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et

5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMF). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

Nous avons par ailleurs effectué un contrôle de la matérialité des prestations par une vérification de la réalité de l'exécution par recoupement avec les données relatives à la réception des ouvrages, à la livraison des fournitures ou à l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;

Plus précisément pour les marchés de travaux, les contrôles ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

2.2.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produisons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2,5 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes émises au plus tard deux semaines après la transmission du rapport provisoire par le Consultant. Ces différents rapports seront également soumis à l'ARMP sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- loi 96 - 06 du 22 mars 1996 portant Code des Collectivités locales ;
- loi 96 - 07 du 22 mars 1996 portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales ;
- loi n° 96-09 du 22 mars 1996 fixant l'organisation administrative et financière de la commune d'arrondissement et ses rapports avec la ville ;
- loi 96 - 10 du 22 mars 1996 modifiant la loi n° 72 - 02 du 1er février 1972 relative à l'organisation de l'Administration territoriale ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;
- loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- décret 2011-1880 du 24 novembre 2011 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- décret 96 - 1124 du 27 décembre 1996 fixant le montant des marchés des collectivités locales soumis à approbation préalable du représentant de l'Etat et de fonctionnement des Agences régionales de développement ;

- arrêté 012782 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des rapports d'analyse et des procès verbaux d'attribution provisoire de marché pris en application de l'article 140. b) du CMP, d'examen juridique et technique des projets de marchés en application de l'article 140.c) du CMP
- arrêté 012783 du 26 décembre 2012 relatif a l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du CMP ;
- arrêté 012785 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers d'appel a la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a) du CMP;
- arrêté 012786 du 26 décembre 2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36.1 du CMP;
- arrêté 012787 du 26 décembre 2012 relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36.6 du CMP;
- arrêté 012788 du 26 décembre 2012 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics pris en application de l'article 44. f) du CMP;
- arrêté 012789 du 26 décembre 2012 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78.3.a) du CMP ;
- arrêté 012790 du 26 décembre 2012 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du CMP ;
- arrêté 012791 du 26 décembre 2012 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution pris en application de l'article 114 du CMP;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 0039 du 12 décembre 2012 portant sur l'importance du rôle des Cellules de Passation des Marchés et rappel des procédures à suivre pour une bonne préparation des documents de passation des marchés publics.

3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de la Commune de Rufisque pour apprécier la capacité de la Commune à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions des articles 35 à 40 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants ont été effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire, avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs (fournisseurs d'exploitation et fournisseurs d'immobilisations),
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous avons mis en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?
- le besoin est- il réel ? répond-il exclusivement au besoin de l'Autorité contractante ?
- le marché résulte-t-il d'un regroupement de besoins suivant leur homogénéité ou leur unité fonctionnelle ? N'est-il pas le résultat d'un fractionnement ?
- la passation du marché est-elle conforme à la réglementation ?

Les contrôles ont porté sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication des procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine

les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),

- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

Il est entendu que l'attribution concerne la période allant de la date d'ouverture des plis à la date d'approbation du marché.

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est –il conforme à l'esprit du code, se limite t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),

- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

L'audit de matérialité est examiné à ce niveau. Il porte sur un échantillon de marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit.

Différentes diligences ont été mises en œuvre :

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,

- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés (CM) de la Commune de Rufisque, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée par arrêté N° 00010/VR/SG/SP/dd du Maire de Rufisque en date du 08 mai 2012 comme stipulé dans l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés. Cet arrêté N° 00010/VR/SG/SP/dd a été pris en remplacement des arrêtés N° 00001 du 03 janvier 2012 et N° 00009 du 16 avril 2012.

Pour les marchés passés par DRP, nous avons noté que la Commission des Marchés de la Commune qui a statué est présidée par le Maire ; cette composition n'est pas conforme à l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés puisque le Maire ne peut être le Président de la Commission des Marchés car l'arrêté dispose que outre le Président, la Commission des Marchés comprend le Directeur Administratif et Financier ou son représentant, le Responsable des Services Techniques ou son représentant, le Responsable chargé des Approvisionnements ou son représentant. Notons que tous les membres de la commission des marchés, composée telle une commission interne, qui ont statué pour les DRP sont différents de ceux qui ont siégé pour les marchés passés par appel d'offres.

Cette même commission « interne » constitue la commission de réception et elle est présidée également par le Maire de la Commune. Il y a un cumul de fonctions constituant une entorse aux principes de séparation des fonctions.

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés doit être instituée conformément à l'arrêté N° 12 783 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés.

L'acte de nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) a été pris en date du 05 Janvier 2012 (Arrêté N° 00002/VR/SG/SP/dd).

Pour l'Appel à Manifestation d'Intérêt, portant Sélection d'un consultant individuel, pour la formation et l'assistance à la passation des marchés pour la Ville de Rufisque, un membre de la Cellule de Passation des Marchés, M. MAMADOU WADE, a été désigné membre de la Commission Technique d'Evaluation des offres. Cette désignation est contraire aux dispositions du Code des Marchés Publics car les membres des commissions techniques sont

soumis aux mêmes règles d'incompatibilité, d'interdiction, de conflit d'intérêt que les membres des commissions de Marchés. En effet, les agents des structures de contrôle interne de l'Autorité Contractante, ne pouvant être membres de commissions des marchés, sont de facto, exclus des commissions techniques d'évaluation puisqu'il leur appartiendra de contrôler, ex-post, les opérations de passation et d'exécution des marchés, conformément aux dispositions de l'article 142 du CMP.

La Cellule de Passation des Marchés est tenue d'élaborer un rapport annuel sur la passation des marchés en vertu de l'article 143 du CMP

L'examen du rapport annuel rapport annuel élaboré et transmis par la Cellule de Passation des Marchés, pour se conformer aux dispositions de l'article 143 du CMP nous a permis de noter qu'il est réduit à un tableau récapitulatif des marchés passés au cours de l'exercice 2012.

Même si le format préconisé par la DCMP a été respecté par la Cellule de Passation de Marché de la Commune, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit d'un document sommaire qui ne retrace pas la vie de la Commission des Marchés, au cours de la Gestion sous revue. La Commune de Rufisque a une veille tradition de passation des marchés et sa Cellule dispose de ressources humaines bien formées qui se sont bien appropriés le CMP. Aussi, le rapport annuel devrait être mieux structuré avec un chapitre introductif décrivant le cadre dans lequel les opérations de passation de marchés ont été exécutées, les structures mises en place par l'autorité contractante, les actions de renforcement des capacités des acteurs, un corps de rapport donnant des indications précises sur la nature et les volumes d'opérations traitées, le taux de réalisation au regard des prévisions du PPM, les difficultés rencontrées, les solutions apportées, la gestion des interactions avec la DCMP, l'ARMP, les candidats (demandes d'informations, recours gracieux, recours au niveau du CRD, recours contentieux à la Cour Suprême), les problèmes rencontrés dans le suivi de l'exécution des marchés, les solutions apportées, les mises en demeure formulées, les résiliations prononcées, les préconisations pour l'amélioration des processus internes ...

Il s'agit pour la Cellule de Passation des Marchés, d'élaborer un véritable rapport d'activités, plutôt que de se limiter à livrer des statistiques de marchés qui présentent comme nous l'avons indiqué dans l'opinion, un intérêt pour la DCMP, dans sa mission de consolidation des données, mais qui n'apporte pas une véritable valeur ajoutée pour la Personne Responsable des Marchés, pour qui, ce rapport doit constituer un véritable outil de gestion des marchés.

4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** nous ont été communiquées. Elles ont été signées pour la plupart le 05 janvier 2012. Les supports de leur transmission à la DCMP ont été mis à notre disposition.

4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés de la Commune de Rufisque, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'Avis Général de Passation des Marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par l'Organe chargé de la Régulation des Marchés publics.

4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Le Plan de Passation des Marchés a été établi et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'Avis Général de Passation des Marchés a été publié sur le portail des marchés publics du Sénégal et dans le quotidien Sud Quotidien du 4 janvier 2012. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels dans les délais requis puisqu'il est fait obligation à chaque Autorité Contractante de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A LA COMMUNE DE RUFISQUE

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de la Commune de Rufisque sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A LA COMMUNE DE RUFISQUE EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 12 785, 12 790 ET 12 791 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES PRIS EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par Appel d'Offres	Seuil de contrôle DCMP			Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
		Dossier d'Appel à la Concurrence	Rapport d'évaluation et Procès Verbal d'attribution	Examen juridique et technique du Projet de Contrat		
	Article 53	Arrêté 12 785 pris en application de l'article 140.a	Arrêté 12 782 pris en application de l'art 140.b	Arrêté 12 782 en application de l'article 140.c	Arrêté 12 790 en application de l'article 113	Arrêté 12 791 en application de l'article 114
Travaux	25	250	100	800	>=60	>=35
Fournitures et services	15	150	40	400	>=30	>=25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	>=35

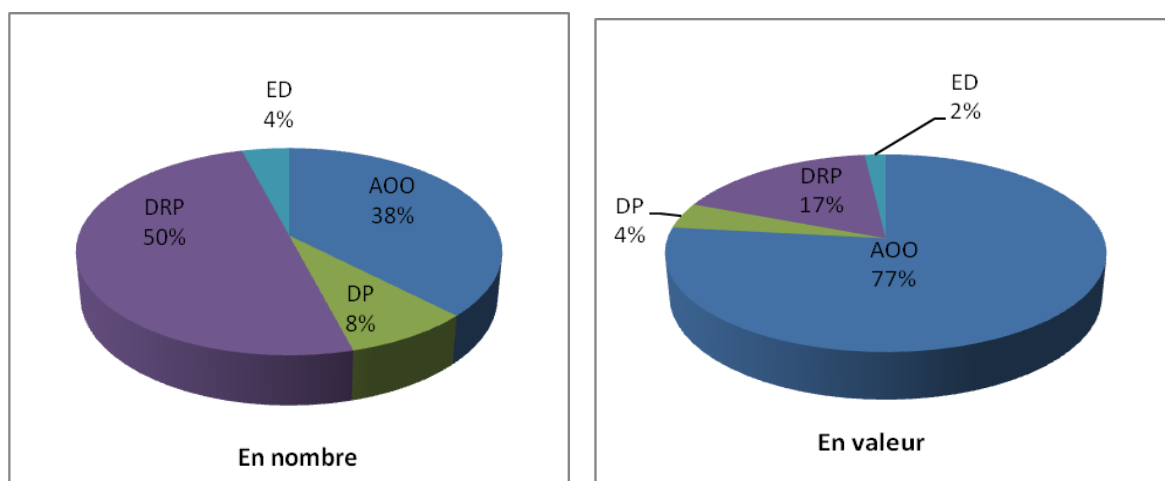
4.2 EXAMEN DES MARCHES

4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

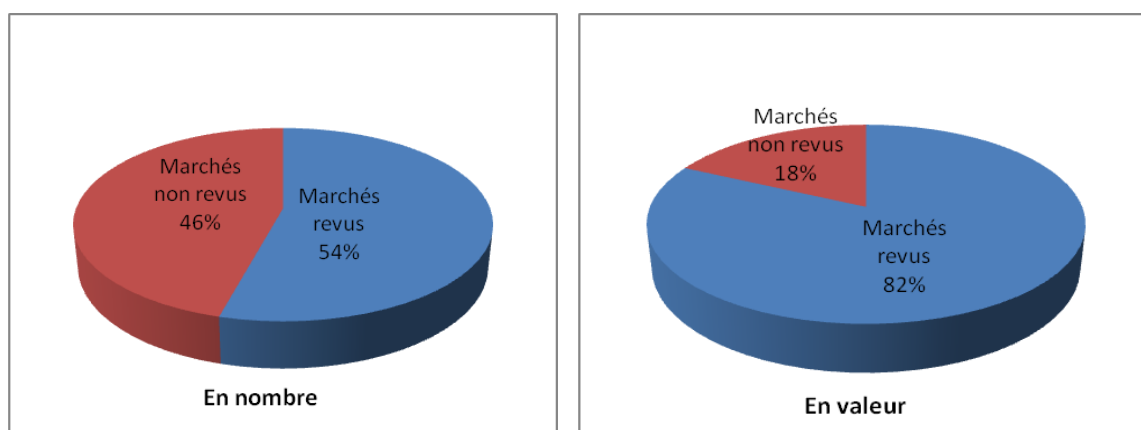
Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2012		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d’offres ouvert (AOO)	9	638 613 262	4	568 152 445	44,44	88,97
Appel d’offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demande de Proposition (DP)	2	35 060 000	1	15 000 000	50,00	42,78
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	12	142 738 225	7	84 716 233	58,33	59,35
Entente directe (ED)	1	14 836 800	1	14 836 800	100	100
Avenant	-	-	-	-	-	-
TOTAL	24	831 248 287	13	682 705 478	54,17	82,13

La répartition des marchés présentés se présente comme suit :

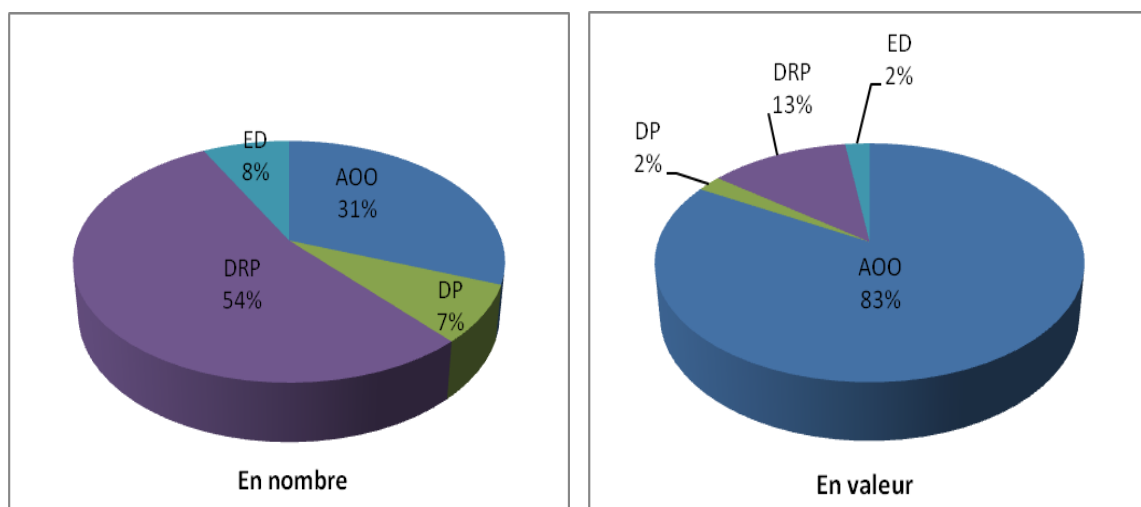


CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

Les diagrammes ci – après illustrent la couverture globale des marchés par nos travaux et la répartition des marchés couverts par mode de passation.



CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR



DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

4.2.2. MARCHES CONCLUS SUITE A UNE ENTENTE DIRECTE

ED N° F-001-DAGE-12 FOURNITURE DE MEDICAMENTS	
Date de demande d'ANO de la DCMP	04 Juillet 2012
Date d'ANO de la DCMP	13 Juillet 2012
Date de souscription	10 Septembre 2012
Date de l'attestation d'existence de crédits	-
Date d'approbation	10 Septembre 2012
Date d'immatriculation	26 Septembre 2012
Date de notification	09 Août 2012
Date d'enregistrement des contrats	Décembre 2012
Délai d'exécution	30 jours après signature du marché
Attributaire	PHARMACIE NATIONALE D'APPROVISIONNEMENT
Montant en F CFA TTC	14 836 800 F CFA FT/HD
Non conformités	RAS.
Recommandations	RAS
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

4.2.3. MARCHES CONCLUS SUITE A UNE MANIFESTATION D'INTERET

AMI SELECTION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR LA FORMATION ET L'ASSISTANCE A LA PASSATION DES MARCHES	
Date de publication de la Manifestation d'intérêt	30 Août 2012 dans « Sud Quotidien »
Date de convocation des membres de la CM	15 Septembre 2012
Date de réception des MI	15 Septembre 2012
Date d'ouverture des MI	21 septembre 2012
Date d'évaluation des MI	05 octobre 2012
Date d'invitation des candidats	15 Octobre 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	03 Décembre 2012
Délai de préparation des offres	48 jours
Durée de validité de l'offre	90 jours
Date d'attribution provisoire	05 Février 2013
Date du contrat	27 Février 2013
Date d'immatriculation du marché	05 Mars 2013
Date d'enregistrement du contrat	14 Mars 2013
Candidats consultés	Trois : YOUSOUF SAKHO- FRANCOIS ANTOINE GOMIS- MAMADOU FALL
Nombre d'offres reçues	Trois (3) : YOUSOUF SAKHO- FRANCOIS ANTOINE GOMIS- MAMADOU FALL
Délai d'exécution	10 mois
Attributaire	YOUSOUF SAKHO
Montant du marché en F CFA	15 000 000 F CFA TTC
Non conformités	L'ouverture des plis de la manifestation d'intérêt a eu lieu le 21 Septembre 2012, alors que la date limite de dépôt des offres était fixée au 15 Septembre, en

	<p>violation de l'article 67.1 du CMP car aucun document, portant sur la formalisation et les raisons du report de la date d'ouverture des plis, n'a été classé dans le dossier ;</p> <p>La grille de notation des offres techniques est inadaptée, la Note Technique Minimale fixée à 50 points sur 100 étant anormalement basse. Nous précisons que dans les marchés de prestations intellectuelles, la qualité est un élément essentiel pour déterminer le choix du prestataire, ce faisant, la pratique professionnelle voudrait que cette note soit fixée à un niveau pouvant assurer à l'Autorité Contractante que le potentiel attributaire a les capacités techniques requises pour effectuer la mission. Cette note technique minimale varie généralement entre 70 et 80 points sur 100 ;</p> <p>Un membre de la Cellule de Passation des Marchés a été désigné, membre de la Commission Technique d'Evaluation des offres, en violation de l'article 142 du CMP ; un agent du contrôle interne ne peut intervenir en cours de procédure car étant chargé du contrôle ex-post de cette dernière ;</p> <p>La lettre d'invitation des candidats présélectionnés ne mentionne ni la date limite de dépôt des propositions, ni la durée de validité des offres ;</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, n'ont pas été classées dans le dossier ; cette information des candidats non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de l'article 83.3 du CMP ;</p> <p>La lettre de notification de l'attribution provisoire, le support de publication de l'attribution provisoire et le support de publication de l'attribution définitive du marché ne sont pas classés dans le dossier ;</p> <p>Les justificatifs d'exécution (rapports) et de règlement du marché (copies chèque, ordre de paiement, ordre de virement) n'ont pas été non plus classés dans le dossier qui nous a été remis.</p>
--	--

Recommandations	<p>Faire de la qualité un élément essentiel du choix dans la détermination de la note technique minimale, dans les marchés de prestations intellectuelles ;</p> <p>Se conformer à l'article 142 du CMP, sur le rôle des organes de contrôle interne ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 83.3 du CMP, sur l'information des candidats non retenus ;</p> <p>Mettre à disposition les justificatifs d'exécution (rapports) et de règlement du marché (copies chèque, ordre de paiement, ordre de virement), du marché ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>La fixation d'un seuil d'admissibilité au stade de la manifestation d'intérêt n'est soumise à aucune norme consacrée par des textes réglementaires ou un code de bonnes pratiques. En revanche, le principe directeur de l'établissement d'une liste retreinte est l'ouverture, de manière à élargir le champ de la concurrence. Le choix du seuil de 50 est d'autant plus justifié que la prestation projetée relève d'un domaine assez novateur dans lequel les références des experts ne sont pas nombreuses. Le seuil habituellement fixé à 75 ou 80 concerne la qualification pour l'ouverture des offres financières qui correspond à une phase plus avancée du processus de sélection. A cet égard, nous nous sommes conformés à la règle généralement adoptée.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous avons pris bonne note de vos commentaires.</p> <p>Nous estimons néanmoins que la note minimale requise est anormalement basse. Nous précisons, encore une fois, que dans les marchés de prestations intellectuelles, la qualité est un élément essentiel du choix du consultant, ce faisant, la pratique professionnelle voudrait que cette note soit fixée à un niveau, pouvant assurer à l'Autorité Contractante, que les potentiels candidats et attributaires ont les capacités techniques requises, pour effectuer la mission. Cette note minimale est requise aussi bien au stade de la manifestation</p>

	<p>d'intérêt qu'au stade de la demande de propositions. La Manifestation d'Intérêt a pour but de constituer une liste restreinte de candidats ayant le potentiel et qui recevront la Demande de Propositions.</p> <p>Nous convenons avec vous que la réglementation n'a à ce jour rien définit mais la pratique professionnelle nous enseigne que les notes requises pour être short listé ne sont quasiment jamais en dessous de 70 points.</p> <p>La nécessaire ouverture que vous invoquez avec raison est à apprécier par rapport au respect des règles de publicité au regard de l'exigence de transparence mais ne doit pas conduire à un nivellement par le bas par la constitution d'une liste restreinte déséquilibrée comprenant entre autres des candidats n'ayant pas les aptitudes requises ce qui fausse la concurrence.</p>
--	--

4.2.4. MARCHES CONCLUS SUITE A UN APPEL D'OFFRES

AO N° T_ DST_049_2012 TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE MODERNISATION DU CEM DE DARESALAM	
Date de l'AGPM	04 Janvier 2012 « Le Quotidien »
Date de publication de l'AO	24 Mars 2012 dans « Sud Quotidien »
Date limite de dépôt des offres	24 Avril 2012 à 11 heures
Délai de préparation des offres	30 jours
Date d'ouverture des plis	24 Avril 2012 à 11 heures
Date de l'évaluation technique	02 Mai 2012
Date d'attribution	04 Mai 2012
Date d'information des candidats non retenus	08 Mai 2012
Date de l'attestation d'existence de crédits	Non daté
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution	-
Date de publication de l'attribution provisoire	-
Date de souscription	30 Mai 2012
Date d'approbation	30 Mai 2012
Date d'immatriculation	05 Mai 2012
Date de notification	-
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	14 Juin 2012 dans « Sud Quotidien »
Date d'enregistrement du contrat	18 Juin 2012
Délai d'exécution	100 jours
Garantie de soumission	1 500 000 F CFA
Attributaire	MADJI BATIMENT SERVICE

Montant du marché en TTC	35 900 934 F CFA TTC
Non conformités	<p>L'Avis d'Appel d'Offres renvoie les potentiels candidats au Dossier d'Appel d'Offres (DAO), pour une partie des critères de qualification, en violation des dispositions de l'article 66-2-e) du CMP .qui précise les informations minimales à inclure dans un AAO et qui permettent aux candidats potentiels de savoir s'ils sont en mesure de prendre part au marché ou non sans avoir besoin d'acheter le DAO.</p> <p>La durée de validité de la garantie de soumission n'a pas été précisée dans l'avis d'appel d'offres et dans le DAO, en violation de l'article 113.2 du CMP qui indique bien que la GS doit demeurer valable pendant 28 jours à compter de l'expiration de la durée de validité des offres.</p> <p>L'examen du procès-verbal d'ouverture des plis a permis de noter que les fonctions et la qualité de membre titulaire ou de membre suppléant, des personnes siégeant aux réunions de la commission des marchés ne sont pas précisées dans ledit procès- verbal d'ouverture des plis; la mention de cette information est importante en ce qu'elle permet aux vérificateurs d'apprécier les éventuelles incompatibilités, pouvant frapper les personnes concernées.</p> <p>Aucun justificatif de la transmission du Procès Verbal d'ouverture des plis aux candidats, n'a été classé dans le dossier, en violation de l'article 67.4 du CMP.;</p> <p>La lettre de notification de l'attribution provisoire, le support de publicité de l'attribution provisoire et la lettre de notification du marché n'ont pas été classés dans le dossier en violation des articles 83.3 et 85 du CMP ;</p> <p>L'article 13 du contrat qui dispose que la garantie de bonne exécution doit être fournie par le titulaire, à la date d'entrée en vigueur du marché est mal formulé, en violation de l'article 115 du CMP, aux termes duquel, la garantie de bonne exécution devait être constituée en totalité, à la signature du contrat.</p> <p>L'attributaire a fait l'objet d'une mise en demeure pour non respect des délais d'exécution contractuels des prestations. L'examen du procès verbal d'attribution montre que l'attributaire a satisfait à tous les critères financiers définis dans le DAO. Nonobstant cela il a éprouvé des difficultés pour se conformer à ses obligations contractuelles quand bien même les ressources nécessaires pour l'exécution du marché, sont loin desdites exigences de liquidités. C'est le lieu de poser le problème de la pertinence des critères de capacité financière exigés des candidats</p>

	et de la fiabilité des attestations de bonne exécution fournies par les candidats pour se conformer aux exigences du DAO. Ces candidats pourraient tomber sous le coup de l'article 147.d du CMP relative aux déclarations et informations mensongères, susceptibles d'influer sur le résultat de la procédure de passation et être passible de sanctions.
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 66.2 du CMP, sur les mentions obligatoires de l'avis d'appel d'offres ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 113.2 du CMP, sur la fixation du délai de validité de la garantie de soumission ;</p> <p>Préciser les fonctions des membres de la commission dans le procès verbal d'ouverture des plis ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 67.4 du CMP, sur la transmission du Procès Verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires ;</p> <p>Se conformer à l'article 83.3 du CMP, sur la publicité de l'attribution provisoire;</p> <p>Se conformer à l'article 85 du CMP sur la notification définitive du marché ;</p> <p>Se conformer à l'article 115 du CMP, sur la garantie de bonne exécution ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Il sied de préciser qu'au moment de l'attribution, cette entreprise avait rempli tous les critères requis à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Avoir réalisé un chiffre d'affaires annuel de 50 millions au cours des 3 dernières années ; - Avoir réalisé au moins deux travaux analogues ou des prestations similaires au cours des 3 dernières années ; - Avoir disposé d'un personnel qualifié et du matériel pour la réalisation des travaux ; - Avoir une disponibilité financière pour pouvoir exécuter le marché. <p>En outre, l'Entreprise a présenté des attestations de services faits en</p>

	<p>bonne et due forme, une attestation de capacité financière de 500 millions délivrée par la CBAO Groupe Attijariwafa Bank et une liste du personnel composé d'ingénieurs et de techniciens supérieurs en génie civil, de techniciens topographes ayant l'expérience requise pour encadrer ce type de travaux.</p> <p>Fort de tous ces éléments et étant moins disant, l'Entreprise a été objectivement retenue pour exécuter lesdits travaux.</p> <p>Cependant, en dépit de l'avance de démarrage attribuée et les deux (2) mises en demeure faites à son endroit, force est de reconnaître que Madji Bâtiment Service nous a causés de réelles difficultés dans l'exécution des travaux.</p> <p>Au même titre que vous, nous nous sommes posé la question de savoir si les documents fournis n'étaient pas entachés d'irrégularité, car malgré tous les efforts fournis par l'autorité contractante, l'Entreprise n'a pas pu honorer ses engagements dans les délais requis.</p> <p>Nous souhaitons donc, comme vous le suggérez, que cette entreprise tombe sous le coup de l'article 147.d du CMP afin que pareille situation ne puisse plus se reproduire à l'avenir.</p> <p>D'ailleurs, il importe de signaler qu'elle a finalement terminé les travaux mais avec énormément de retard.</p> <p>C'est pourquoi, nous avons jugé utile, conformément aux dispositions des articles 133 et 134 du CMP, d'appliquer intégralement, au moment de la liquidation, toutes les pénalités de retard.</p>
Appréciation du Consultant	Nous prenons acte de vos commentaires et maintenons les observations formulées dans notre rapport provisoire.

AO N° T/049/DST/VR/2012 REHABILITATION DE LA GRANDE MOSQUEE DE KEURY SOUF	
Date de publicité de l'AGPM	04 janvier 2012 dans Sud Quotidien
Date de publication de l'AO	23 mars 2012 dans Sud Quotidien
Date de convocation des membres de la commission	18 avril 2012
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	24 avril 2012
Délai de préparation des offres	31 jours
Période de validité des offres	90 jours
Date de convocation des membres de la commission	27 avril 2012
Date de l'évaluation technique	02 mai 2012
Date d'attribution	04 mai 2012
Date de publication de l'attribution provisoire	09 mai 2012 dans Sud Quotidien
Date de souscription	30 mai 2012
Date d'approbation	30 mai 2012
Date d'immatriculation	05 juin 2012
Date de notification du marché	05 juin 2012
Date de l'attestation d'existence de crédits	12 juin 2012
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	14 juin 2012 dans Sud Quotidien
Date d'enregistrement du contrat	18 juin 2012
Délai d'exécution	100 jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux
Attributaire	MADJI BATIMENT SERVICE
Montant du marché en F CFA TTC	25 307 100 F CFA TTC
Coût estimé du marché	30 000 000 F CFA
Non conformités	Il n'a pas été précisé dans le procès verbal d'ouverture des plis, si l'entreprise Boubs Baticom et la Compagnie Niassène Rufisquoise

	<p>ont transmis les pièces administratives.</p> <p>Des incohérences ont été notées dans les dates de l'avis d'appel d'offres qui nous a été transmis et qui porte la date du 23 février 2012, alors que la page de garde du support de publicité est datée du 23 mars 2012. Sur le même avis d'appel d'offres, dans l'annonce même, il est marqué la date du 22 avril 2012, et la date limite de dépôt des offres est fixée au 24 avril 2012.</p> <p>La transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires n'a pas été matérialisée, en violation de l'article 67-4 du CMP ;</p> <p>Les lettres de notification de l'attribution provisoire et d'information aux candidats non retenus ne figurent pas dans le dossier de marché ; le respect de ces formalités est une exigence de l'article 83-3 du CMP.</p> <p>Les spécifications techniques déterminées dans le DAO n'ont pas fait l'objet d'une évaluation détaillée ;</p> <p>La transmission des pièces administratives manquantes n'a pas fait l'objet d'un suivi formalisé ; de ce fait, nous n'avons pas l'assurance que les soumissionnaires concernés ont complété ou non les pièces manquantes constatées à l'ouverture des plis.</p> <p>Le marché a été approuvé le 30 mai 2012 alors que la garantie de bonne exécution n'a été constituée que le 28 juin 2012. Il s'est donc écoulé 29 jours avant que l'attributaire du marché ne transmette l'attestation de garantie de bonne exécution ;</p> <p>Le point 42 des instructions aux candidats dans ses alinéas 42.1 et 42.2 stipule que « dans les quatorze (14) jours suivant la réception de la notification par l'autorité contractante de l'attribution du marché, le candidat retenu fournira la garantie de bonne exécution conformément au CCAG, en utilisant le Formulaire de garantie de bonne exécution annexé au DAO ;</p> <p>Le défaut de soumission par le candidat retenu, de la garantie de bonne exécution, susmentionnée, ou le fait qu'il ne signe pas le Formulaire de Marché, constituera un motif suffisant d'annulation de l'attribution du marché et de saisie de la garantie de soumission, auquel cas l'autorité contractante pourra attribuer le marché au candidat dont l'offre est jugée substantiellement conforme au DAO et classée la deuxième moins disante, et qui possède les qualifications exigées pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.»</p> <p>En conclusion, à l'expiration du délai de 14 jours fixés à compter de la notification du marché, la garantie de bonne exécution n'étant pas constituée par le titulaire du marché, ce dernier aurait pu être annulé et la garantie de soumission saisie ;</p> <p>Les pièces de règlement qui nous ont été transmises, justifient le</p>
--	---

	<p>paiement du marché à hauteur de 13 306 340 F CFA ; les 12 000 760 F CFA restants n'ont pas été justifiés ;</p> <p>Le support de l'avis d'attribution définitive fait référence à l'article 83.3 en lieu et place de l'article 85 du CMP ;</p> <p>Les attestations de main levée des garanties de soumission et les Procès Verbaux de chantiers et de réception n'ont pas été joints au dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions des articles 67-4 et 83-3 du CMP ;</p> <p>Veiller à procéder à une évaluation des spécifications techniques en bonne et due forme ;</p> <p>Veiller à un suivi formalisé de la transmission des pièces administratives ;</p> <p>Actualiser les articles de référence dans les avis de publication d'attribution notamment les articles 83.3, 88 et 89 du CMP (décret 2011-1048 du 27 juillet 2011) qui se substituent aux articles 81.3, 86 et 87 de l'ancien code des marchés publics ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 83.3 du CMP portant sur la restitution de leur garantie de soumission ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>La garantie de bonne exécution ne peut être exigée dans les 14 jours suivant la notification de l'attribution provisoire du marché comme mentionné dans le rapport dès lors que cette étape est antérieure à la signature du contrat.</p> <p>Le délai de 14 jours pour la production de la garantie de bonne exécution court à compter de la notification du marché laquelle est intervenue le 6 juin 2012. La garantie de bonne exécution a été fournie le 28 juin. Il en découle un retard de seulement huit jours par rapport au délai de 14 jours prescrit dans les IC. Ce délai est tout à fait acceptable et une procédure de résiliation pour production tardive de la Garantie de Bonne exécution serait inappropriée d'autant plus qu'elle devrait être précédée d'une mise en demeure assortie d'un délai de réaction de 8 jours qui expirerait le 28 juin, jour de la production effective de la GBE.</p> <p>Cependant, il importe de signaler que ce marché a été même finalement résilié suivant l'arrêté n° 00005/VR/SG/CPM/adn, en date du 13 mai 2014, approuvé par le Préfet du Département, pour les mêmes raisons évoquées antérieurement à savoir les lenteurs dans l'exécution des travaux et les difficultés de trésorerie notoires de</p>

	l'Entreprise.
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires. Nous convenons avec vous que la GBE ne peut être produite qu'après notification du marché.</p> <p>Nous précisons que la disposition qui figure dans les dossiers types élaborés par l'ARMP, utilisés par les Autorités Contractantes et relative à la production de la garantie dans les 14 jours qui suivent la notification de l'attribution du marché (terme impropre car il s'agit plutôt de la notification de l'attribution provisoire) doit être revue car, les attributaires ne peuvent objectivement pas produire de garantie de bonne exécution avant la notification du marché laquelle ne peut intervenir qu'après son approbation et son immatriculation</p> <p>Sous ce rapport, il convient de signaler le caractère illégal de cette disposition contenue dans les dossiers-types qui sont parties intégrantes du dispositif réglementaire qui encadre la passation des marchés publics. En effet, l'Autorité Contractante n'ayant pas de lien contractuel avec le Garant ne saurait lui donner des instructions pour une prorogation de la durée de validité de la GBE ; elle n'a que la faculté d'appeler ou de ne pas appeler la garantie. Nous estimons que cette disposition des dossiers-types doit faire l'objet d'une reformulation, l'Autorité Contractante se limitant à demander au titulaire du marché, de faire proroger la durée de validité de la GBE. Par ailleurs, la disposition relative à la production de la garantie dans les 14 jours qui suivent la notification de l'attribution du marché (terme impropre car il s'agit plutôt de la notification de l'attribution provisoire) doit également être revue car, les attributaires ne peuvent objectivement pas produire de garantie de bonne exécution avant la notification du marché laquelle ne peut intervenir qu'après son approbation et son immatriculation.</p>

AO N° T/067/DST/VR/2012 TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DE GROSSES REPARATIONS DE CHAUSSEE DANS LA VILLE DE RUFISQUE	
Date de publicité de l'AGPM	04 janvier 2012 dans Sud Quotidien
Date de demande d'avis sur le DAO à la DCMP	17 septembre 2012
Date d'avis de la DCMP sur le DAO	24 octobre 2012
Date de publication de l'AO	30 octobre 2012 dans Sud Quotidien 02 novembre 2012 dans L'Observateur
Date de convocation des membres de la CM	21 novembre 2012
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	03 décembre 2012
Délai de préparation des offres	33 jours et 30 jours
Période de validité des offres	90 jours
Date de l'évaluation technique	-
Date d'attribution	20 décembre 2012
Date de demande d'avis de la DCMP sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution provisoire	24 décembre 2012
Date d'avis de la DCMP sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution provisoire	28 décembre 2012
Date de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus	02 janvier 2013
Date de publication de l'attribution provisoire	3 janvier 2013 dans Sud Quotidien
Date de souscription	21 janvier 2013
Date d'approbation	23 janvier 2013
Date d'immatriculation	30 janvier 2013
Date de l'attestation d'existence de crédits	-
Date de publication de l'avis	11 février 2013 dans Sud Quotidien

d'attribution définitive	
Date d'enregistrement du contrat	19 février 2013
Date de notification du marché	27 février 2013
Délai d'exécution	Cinq mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux
Attributaire	HENAN CHINE
Montant du marché en F CFA TTC	485 014 111 F CFA
Coût estimé du marché	610 000 000 F CFA
Non conformités	<p>Le justificatif de la transmission effective du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires ne figure pas dans le dossier de marché. Il s'agit d'une exigence de transparence et d'une formalité prescrite par les dispositions de l'article 67-4 du CMP à laquelle il faut se conformer.</p> <p>L'examen du rapport d'évaluation des offres a permis de noter que le contrôle de la conformité des offres des candidats aux spécifications techniques déterminées dans le DAO n'est pas fait de manière détaillée en violation de l'article 59 du CMP ;</p> <p>L'examen de l'avis d'attribution provisoire du marché a permis de noter que les articles 81 alinéa 3, 86 et 87 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 ont été visés en lieu et place des articles 83.3, 88 et 89 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Public; il y'a lieu de mettre le modèle de documents en conformité avec la réglementation en vigueur.</p> <p>Le support de l'avis d'attribution définitive fait référence à l'article 83.3 en lieu et place de l'article 85 du CMP ; il y'a lieu de mettre le modèle de document en conformité avec la réglementation en vigueur.</p> <p>Les dates de souscription, d'approbation et de notification inscrites sur l'avenant sont exactement les mêmes que celles du contrat de base ;</p> <p>La garantie de bonne exécution constituée par l'attributaire du marché ne prend pas en compte la clause du modèle de garantie de bonne exécution du DAO stipulant que « Sur demande écrite de l'autorité contractante formulée avant l'expiration de cette garantie, le garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu'une fois » ;</p> <p>L'attributaire du marché n'a été mis en demeure que le 05 février 2014</p>

	<p>pour des travaux qui devaient débiter depuis le 15 avril 2013 soit dix mois après notification de l'ordre de service daté du 02 avril 2013 ;</p> <p>Aucune documentation n'a été procurée sur l'application des pénalités de retard en violation de l'article 134 du CMP ;</p> <p>Les attestations de main levée des garanties de soumission n'ont pas été classées dans le dossier de marché (article 83.3 du CMP)</p> <p>Les Procès Verbaux de réception et les documents liés à l'exécution et au règlement du marché n'ont pas été versés au dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions des articles 67-4, 59, 85 et 134 du CMP ;</p> <p>Veiller à procéder à une évaluation des spécifications techniques en bonne et due forme ;</p> <p>Actualiser les articles de référence dans les avis de publication d'attribution notamment les articles 83.3, 88 et 89 du CMP (décret 2011-1048 du 27 juillet 2011) qui se substituent aux articles 81.3, 86 et 87 de l'ancien code des marchés publics ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 83.3 du CMP portant sur la restitution de leur garantie de soumission ;</p> <p>Veiller à l'harmonisation des dates inscrites sur les différents documents de passation des marchés ;</p> <p>Veiller au respect des modèles de lettres de garantie donne exécution conformément aux documents types ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Les retards enregistrés étaient en partie dus aux facteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - modifications de l'option technique ; - non libération des emprises ; - dévoiement des réseaux SDE. <p>Ces facteurs n'étant pas imputables à l'entreprise, nous n'avons pas jugé utile de mettre l'entreprise en demeure. Cette mise en demeure</p>

	<p>aurait du déclencher une réclamation fondée du titulaire du marché. C'est également pour cette raison que nous n'avons pas appliqué de pénalités de retard.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Du fait de la non libération des emprises, l'autorité contractante aurait dû conformément à l'article 130 du CMP ordonner l'ajournement des travaux. Sous ce rapport, il faut noter qu'au regard du délai anormalement long de 10 mois de cet éventuel ajournement, le titulaire aurait été fondé à demander la résiliation du marché et une indemnisation.</p> <p>Parmi les raisons invoquées dans votre réponse pour justifier le retard accusé dans l'exécution du marché, vous mentionnez le dévoiement des réseaux et les modifications de l'option technique. Nous précisons sous ce rapport que les modifications techniques ne doivent en aucun cas changer l'objet du marché ou modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre de Henan Chine lors de la mise en concurrence. Par ailleurs, ces changements auraient dues être matérialisées dans un devis détaillé indiquant les modifications de prix et de délai puis donner lieu à l'établissement d'un avenant. Nous notons que le dossier de marché ne comprend ni devis détaillé des modifications, ni avenant.</p>

AOO : F_DAGE_051 EQUIPEMENT POSTE DE TRANSFORMATION	
Date de publication de l'AGPM	Sud Quotidien du 04 janvier 2012
Date de publication de l'AO	Sud Quotidien du 29 mai 2012
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	29 juin 2012 à 11 heures
Délai de préparation des offres	30 jours
Date de convocation des membres de la commission des marchés	Néant
Période de validité des offres	90 jours à compter de la date limite de soumission
Date de l'évaluation technique	11 juillet 2012
Date d'attribution provisoire	23 juillet 2012, PV établi le 23 juillet 2012
Date de notification d'attribution provisoire	-
Date de publication de l'attribution provisoire	Sud Quotidien du 27 juillet 2012
Date de l'attestation d'existence de crédits	Non datée
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution	-
Date de souscription	17 août 2012
Date d'approbation	17 août 2012
Date d'immatriculation	29 août 2012
Date de notification du marché	11 septembre 2012
Date d'enregistrement du contrat	14 septembre 2012
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	-
Délai d'exécution	Cent (100) jours à compter du 19 septembre 2012
Attributaire	SERVICES INGENIEURIE TRAVAUX (SITRA)
Montant du marché en F CFA TTC	21 930 300 F CFA
Non conformités	Il est exigé dans les critères de qualification des candidats,

	<p>l'exécution d'au moins un (01) marché de nature et de taille similaire. Cette exigence relative à la taille des marchés constitue à notre avis une entrave au libre accès à la commande publique notamment pour les entreprises nouvellement créées et viole le principe d'égalité des candidats. En effet, au regard de l'article 27 du COA, l'autorité contractante peut requérir des candidats à un marché public une expérience dans la réalisation d'activités analogues à celle faisant l'objet du marché mais ne peut pas demander aux soumissionnaires de faire la preuve de l'exécution de marchés de même taille. En introduisant cette exigence relative à la taille du marché dans les critères de qualification, sans démontrer en quoi elle est objectivement rendue nécessaire par l'objet dudit marché et la nature des prestations, l'autorité contractante restreint l'accès du marché (cf. décision N° 150/11/ARMP/CRD du 03 août 2011) ;</p> <p>Le tableau de vérification du dépôt par les soumissionnaires et de la validité des pièces administratives annexé au procès verbal d'ouverture des plis ne mentionne que le nom des deux entreprises (SITRA et GERTEGS SARL), sans aucune mention relative auxdites pièces ;</p> <p>Le comité technique a proposé l'attribution du marché à l'entreprise SITRA pour un montant de Dix Huit Millions Cent Trente Six Mille Dix (18 136 010) F CFATTC alors que le Procès Verbal d'attribution et le contrat mentionnent un montant de Vingt Un Million Neuf Cent Trente Mille Trois Cents Francs (21 930 300 F CFA) ; il s'y ajoute que ce comité outrepassse ses prérogatives en faisant une proposition d'attribution plutôt que de se limiter à évaluer et classer les offres et de transmettre le rapport d'évaluation à la commission des marchés à qui il appartient de faire une proposition d'attribution à la Personne Responsable des Marchés après examen du rapport d'évaluation de la Commission Technique.;</p> <p>Les justificatifs de la transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires ne sont pas classés dans le dossier de marché qui nous a été transmis, en violation de l'article 67.4 du CMP ;</p> <p>La lettre de rejet de l'offre du candidat non retenu ne mentionne pas le montant auquel le marché a été attribué ;</p> <p>Le Procès Verbal d'ouverture des plis ne mentionne pas le nombre de DAO retirés alors que l'information sur le nombre de dossiers retirés, permet d'avoir des indications sur la réalité et l'étendue de la publicité mais donne également une base de calcul des ressources</p>
--	--

	<p>tirées de la vente des DAO. Sous ce rapport, il conviendrait de joindre aux offres les reçus de paiement des DAO ;</p> <p>Un délai de 72 heures a été accordé aux entreprises pour la production des pièces administratives manquantes, alors que l'article 44.3 du CMP leur accorde le même délai que celui imparti à l'Autorité Contractante, pour prononcer l'attribution.</p> <p>Aucun document ne retrace le suivi de la régularisation des pièces administratives pour chaque entreprise, en violation des articles 43 et 44 du CMP ;</p> <p>La notification d'attribution définitive et le support de publicité de ladite attribution définitive n'ont pas été joints au dossier (article 85 du CMP) ;</p> <p>Trois factures pro forma d'un montant de 21 930 300 F CFA TTC chacune sont présentées par SITRA : (Offre de prix N° OF12-060 du 19 octobre 2012 d'un montant de 21 930 300 F CFA TTC ; Facture pro forma N° FP12-075a du 24 octobre 2012 ; Facture N° FA12-055 non datée) alors que la date de dépôt et d'ouverture des offres est au 29 juin 2012 ; les dates d'établissement des factures pro forma sont postérieures à la date limite de dépôt des offres ;</p> <p>Un mandat de paiement d'un montant de 8 142 000 F CFA pour le compte de SITRA est délivré le 14 décembre 2012 mais l'attestation de précompte de la TVA n'y figure pas ;</p> <p>A la date du 09 janvier 2013, une mise en demeure a été adressée à la SITRA pour non respect des délais mais aucun document justifiant l'application des pénalités de retard n'est joint au dossier, en violation de l'article 134 du CMP ;</p> <p>Les justificatifs du précompte de la TVA et de son reversement n'ont pas été classés dans le dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 27 du COA ;</p> <p>Mentionner le nombre de DAO retirés, dans le PV d'ouverture des plis ;</p> <p>Veiller à la formalisation des articles 43 et 44 du CMP ;</p> <p>Veiller à attribuer le marché au montant de la soumission ;</p> <p>Se conformer à l'article 67.4 du CMP ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 134 du CMP ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et</p>

	diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Les critères exigés ne sont en rien différents de ceux généralement requis dans les marchés publics. Le terme « marchés similaires » fait référence à la nature, à la taille et à la complexité des prestations.</p> <p>De plus, le DAO a été soumis à l'examen a priori de la DCMP et aucune réclamation n'a été enregistrée de la part des candidats. Tous les marchés lancés au Sénégal sont basés sur ces critères de qualification. Nous sommes disposés à prendre en compte vos remarques à ce sujet si un texte réglementaire nous l'autorise.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous confirmons, comme indiqué dans notre rapport provisoire, qu'en introduisant une exigence relative à la taille du marché dans les critères de qualification, sans démontrer en quoi elle est objectivement rendue nécessaire par l'objet dudit marché et la nature des prestations, vous avez restreint l'accès du marché. Il faut se référer à la jurisprudence du CRD de l'ARMP matérialisée par la décision N° 150/11/ARMP/CRD du 03 août 2011 qui, bien que n'étant pas un avis, fait partie du corpus réglementaire. Par ailleurs, il y'a également lieu de noter que le terme analogue qui dans son sens étymologique signifie comparable ou proportionnel est mieux indiqué que le terme similaire qui signifie identique ou pareil. Il n'est pas permis d'exiger la preuve de la réalisation de marchés similaires mais plutôt de marchés analogues. La réglementation devrait être précisée sur ce point.</p>

4.2.5 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP N° F-DAGE-041 FOURNITURE DE MATERIELS DE BALAYAGE, DE NETTOYAGE ET DE DESINFECTION	
Date de saisine des fournisseurs	-
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	24 Avril 2012
Délai de préparation des offres	-
Date d'attribution	24 Avril 2012
Date de notification d'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus	25 Avril 2012
Date de souscription	08 mai 2012
Date d'enregistrement	14 mai 2012
Fournisseurs consultés	Cinq (5) fournisseurs consultés
Nombre d'offres reçues	Cinq offres reçues
Attributaire	NDIAYE MBAYE NDONDE
Montant du marché en F CFA TTC	14 675 070 F CFA TTC
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation adressées aux candidats n'ont pas été classées dans le dossier, ceci limite nos possibilités de vérification de la conformité desdits documents à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, en ce qu'ils doivent mentionner la date d'émission, la liste restreinte des candidats sollicités, l'objet de la DRP, les justifications à produire, concernant les qualités et capacités exigées des candidats et la date limite de dépôt des offres, donc de l'ouverture des plis et permettre d'apprécier le délai de préparation des offres ;</p> <p>Le contrat ne prévoit pas de clause relative ni au délai d'exécution ni aux pénalités de retard, en violation de l'article 13 alinéas 6 et 7 du CMP ;</p> <p>Les offres des candidats DIAGNE IBA DIOP, NDIAYE MBAYE NDONDE (attributaire du marché) et ETOILE SPORT et le bordereau quantitatif annexé au cahier des charges présentent des similitudes qui laissent entrevoir qu'elles ont été</p>

	<p>produites par la même source. En outre, tous les candidats, à l'exception de l'attributaire, ont coté leurs offres au-delà du seuil de passation des DRP. Pour des professionnels au fait des procédures de passation des marchés, une telle manière de procéder peut prêter à équivoque et laisse entrevoir une collusion entre fournisseurs qui voulaient servir de faire valoir à l'attributaire ;</p> <p>Les factures classées dans le dossier ne se rapportent pas toutes au marché ;</p> <p>Les justificatifs de reversement de la TVA ne sont pas classés dans le dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 13 du CMP, sur les mentions obligatoires du contrat ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Bannir les pratiques collusives ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Similitude dans les offres</p> <p>Nous déplorons comme vous cette situation et dégageons totalement notre responsabilité.</p> <p>Précompte et reversement de la TVA</p> <p>Il y a lieu de préciser que dans le cadre de l'organisation financière des collectivités locales, le comptable public précompte, au profit budget de l'Etat, le montant de la TVA. La quittance de reversement est délivrée au prestataire s'il en fait la demande.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Veiller à obtenir auprès du RPM la transmission du double des pièces de règlement y compris l'attestation de précompte TVA.</p>

DRP N° F-DAGE-020 ACQUISITION DE COUPES, RECOMPENSES ET PRIX 2012	
Date de saisine des fournisseurs	-
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	24 Avril 2012
Délai de préparation des offres	-
Date d'attribution	24 Avril 2012
Date d'information des candidats non retenus	25 Avril 2012
Date de souscription	05 juin 2012
Date d'enregistrement	02 juillet 2012
Fournisseurs consultés	Cinq (5) fournisseurs consultés
Nombre d'offres reçues	Cinq offres reçues
Attributaire	ETOILE SPORT
Montant du marché en F CFA TTC	13 935 800 F CFA TTC
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation adressées aux candidats n'ont pas été classées dans le dossier, ceci limite nos possibilités de vérification de la conformité desdits documents à la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, en ce qu'ils doivent mentionner la liste restreinte des candidats sollicités et permettre d'apprécier le délai de préparation des offres ;</p> <p>La lettre de notification de l'attribution provisoire, n'est pas classée dans le dossier ;</p> <p>Le contrat ne prévoit pas de clause relative au délai d'exécution, en violation de l'article 13.6. du CMP ;</p> <p>Les justificatifs de règlement du reliquat de 5 581 400 F CFA, n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 13 du CMP, sur les mentions obligatoires du contrat.</p> <p>Veiller au respect des dispositions de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la</p>

	<p>procédure de DRP.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Le document dont vous faites référence ne constitue pas une pièce comptable et n'est pas un élément du dossier.</p> <p>Par ailleurs, il incombe de signaler qu'il y a bel et bien eu deux livraisons objet des procès verbaux de réception enregistrés respectivement sous le numéro 51/VR/SGV/CM, en date du 08 octobre 2012 pour un montant de 8 534 400 F CFA et sous le numéro 57/VR/SGV/DAGE/CM en date du 12 novembre 2012 pour un montant de 5 581 400 F CFA.</p> <p>Ces livraisons représentent le montant de 13 935 800 F CFA TTC. Par conséquent, il n'y a pas de reliquat.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous évoquons effectivement les justificatifs de règlement relatifs au PV de réception enregistré sous le numéro 57/VR/SGV/DAGE/CM en date du 12 novembre 2012 pour un montant de 5 581 400 F CFA comme vous l'avez indiqué et qui n'ont pas été joints au dossier.</p> <p>Seuls les justificatifs de paiement relatifs à une partie du marché notamment les 8 534 400 F CFA ont été versés au dossier.</p>

DRP N° C-DST-060-VR-2012 SELECTION D'UN CONSULTANT POUR L'ETUDE ET LE SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX POUR LE COMPTE DE LA VILLE DE RUFISQUE	
Date de saisine des fournisseurs	-
Date de convocation des membres de la commission	02 mars 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	08 mars 2012
Délai de préparation des offres	-
Période de validité des offres	60 jours
Date d'attribution et d'information aux candidats non retenus	08 mars 2012
Date de souscription du contrat	15 mars 2012
Date de signature du contrat	15 mars 2012
Date de notification du marché	08 mars 2012
Date d'enregistrement du marché	29 mars 2012
Fournisseurs consultés	05: Le Point Technique (LPT), EMBTE, PRESTEC, CERSO-BTP SARL, La Rufisque
Nombre d'offres reçues	04: EMBTE, PRESTEC, CERSO-BTP SARL, La Rufisque
Délai d'exécution	10 mois : Mars à Décembre 2012 (de la signature du contrat à la réception provisoire des travaux)
Attributaire	CERSO-BTP SARL
Montant du marché en F CFA	3 000 000 F CFA TTC
Non conformités	Nous avons noté que la Commission des Marchés de la Commune qui a statué pour les marchés passés par DRP est présidée par le Maire ; cette composition n'est pas conforme à l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés puisque le Maire ne peut être le Président de la Commission des Marchés car l'arrêté dispose que outre le Président, la Commission des Marchés

	<p>comprend le Directeur Administratif et Financier ou son représentant, le Responsable des Services Techniques ou son représentant, le Responsable chargé des Approvisionnements ou son représentant ; Notons que tous les membres de la commission des marchés, telle une commission interne qui ont statué pour les DRP, sont différents de ceux qui ont siégé pour les marchés passés par appel d'offres ;</p> <p>Les lettres d'invitation individuelles adressées aux fournisseurs pressentis n'ont pas été jointes au dossier. Seul le modèle de lettre d'invitation non datée et annexée aux Termes De Référence a été joint au dossier.</p> <p>Les pièces administratives exigées à l'article 44 du CMP n'ont pas été requises. Ces pièces permettent à l'autorité contractante de s'assurer et aux candidats de justifier de leurs capacités juridiques, techniques, financières et environnementales requises pour exécuter le marché, en présentant tous documents et attestations appropriés énumérés par le Dossier d'Appel à la Concurrence ;</p> <p>Le procès verbal d'ouverture des plis annonce que cinq plis ont été reçus alors que la commission n'a ouvert que quatre plis ; La qualité des membres de la commission des marchés n'a pas été précisée dans le procès verbal d'ouverture des plis, seules leurs fonctions sont mentionnées ;</p> <p>Nous notons que les offres financières ont été consignées dans le procès verbal d'ouverture des plis alors qu'il s'agit d'un marché de prestations intellectuelles. Même si le montant n'a pas atteint le seuil de passation, la commission des marchés aurait dû traiter ce marché, conformément à l'article 80 du CMP, relatif aux prestations intellectuelles. En effet, l'Autorité Contractante aurait dû requérir des soumissionnaires des offres techniques et des offres financières et dérouler la procédure conformément à l'article 80 alinéas 4 et 5 du CMP notamment procéder à l'ouverture et l'évaluation des offres techniques en premier et ensuite ouvrir et évaluer les offres financières des candidats, ayant obtenu la note technique minimale requise dans le cahier des charges ;</p> <p>Nous notons qu'aucune évaluation technique des offres n'a été faite, le choix de l'attributaire n'a été basé que sur le critère prix en violation de l'article précité. L'examen des offres des soumissionnaires vient conforter nos observations car aucun soumissionnaire n'a proposé une offre technique, ils ont tous présenté une facture pro forma comme s'il s'agissait d'une acquisition de fournitures ou de matériels ;</p>
--	---

	<p>Nous constatons également que le cadre des factures pro forma ou offres de services proposées par les soumissionnaires présentent des similitudes frappantes. La même faute est commise sur le mot « arrêtée » qui s'écrit sans « e » ;</p> <p>Les lettres d'information adressées aux candidats non retenus ne précisent pas le montant auquel le marché a été attribué ;</p> <p>Nous notons une incohérence entre la date de notification du marché et la souscription du contrat. En effet, le marché a été souscrit et approuvé le 15 mars 2012, alors qu'il a été notifié le 8 mars 2012, donc à une date antérieure. Néanmoins, sur la page de garde du contrat, il est noté une date de souscription du 06 février 2012 ; ceci nous semble constituer une opération de régularisation en violation de l'article 44 du COA ;</p> <p>Sur le registre des marchés, seule l'entreprise LPT a apposé son cachet pour attester de la réception de la lettre d'invitation.</p>
Recommandations	<p>Veiller au respect des dispositions l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions des articles 43 et 44 du CMP ;</p> <p>Veiller à préciser dans le procès verbal d'ouverture des plis, les qualités (membre titulaire ou suppléant, observateur, rapporteur etc.) des membres de la commission des marchés ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 80 du CMP sur les marchés de prestations intellectuelles ;</p> <p>Bannir la collusion entre les fournisseurs et veiller à la transparence dans la procédure de DRP ;</p> <p>Préciser dans les lettres d'information aux candidats non retenus le montant auquel le marché a été attribué ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 44 du COA.</p>

Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Présidence de la Commission des Marchés par le Maire</p> <p>Je voudrais vous confirmer qu'en vertu des dispositions du Code des Collectivités Locales (Article 276), c'est l'organe exécutif qui préside la Commission des Marchés. Cette exception est confirmée par les dispositions de l'article 37.2 du décret n° 1048 portant Code des Marchés Publics. En tout état de cause, le Code des Collectivités Locales qui est une loi (a une valeur supra décrétable) est supérieur au Code des Marchés Publics qui est un décret.</p> <p>Toutefois, eu égard au pouvoir d'approbation qui nous incombe et du principe consistant à tout mettre en œuvre pour assurer l'indépendance de cette commission, notre Institution s'est finalement conformée à cette recommandation en prenant le 16 avril 2012 un arrêté portant création de la commission dont Monsieur Djibril Sow est désormais le Président.</p> <p>En ce qui concerne la composition de la Commission des Marchés, il faut préciser que ce sont les mêmes membres titulaires ou suppléants qui siègent aux réunions pour examiner les dossiers relatifs aux Demandes de Renseignements et de Prix (DRP) et aux Appels d'Offres.</p> <p>Individualisation des lettres d'invitation</p> <p>La pratique habituelle consiste à adresser la même lettre d'invitation à tous les candidats inscrits sur la liste restreinte, pourvu que chaque destinataire accuse réception de sa lettre d'invitation. Cette approche est censée être plus transparente, car permettant à chaque postulant de connaître l'identité de ses concurrents et éventuellement de pouvoir contester la composition de la liste restreinte. En tout état de cause, aucune disposition ou règlement n'impose la personnalisation des lettres d'invitation.</p> <p>Communication du montant de l'offre retenue</p> <p>Il importe de préciser que, régulièrement, les candidats non retenus ont toujours reçu, en bonne et due forme, des courriers d'information dans ce sens. Cependant, comme vous nous l'avez suggéré, le montant de l'offre retenue sera désormais précisé sur ces lettres destinées aux autres candidats.</p>
Appréciation du Consultant	<p>De nouvelles exigences en matière de transparence ont été introduites à la faveur de la réforme du système de passation des marchés publics avec des règles claires définissant des incompatibilités qui interdisent à l'autorité d'approbation d'être partie prenante du processus</p>

	<p>d'évaluation et d'attribution. Ce faisant, nous maintenons les observations formulées dans notre rapport provisoire qui interdisent au Maire d'être membre de la commission des marchés et a fortiori d'en assurer la présidence.</p> <p>A la lecture de votre réponse sur la recommandation relative à l'individualisation des lettres d'invitation à soumissionner, il apparaît que nous n'avons pas été suffisamment clairs dans sa formulation. Nous recommandons que les lettres d'invitation portent des numéros différents et que la même lettre circulaire ne soit pas distribuée à tous les candidats. Ces lettres individuelles renseignent chaque destinataire sur l'identité de tous les autres candidats invités à soumissionner conformément à la circulaire du PM qui fixe les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP.</p>
--	---

DRP N° F/DAGE/010/2012 FOURNITURES DE MOBILIER DE BUREAU	
Date de saisine des fournisseurs	-
Date de convocation des membres de la commission	02 mars 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	08 mars 2012
Délai de préparation des offres	-
Période de validité des offres	60 jours
Date d'attribution	08 mars 2012
Date de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	08 mars 2012
Date de souscription du contrat	15 mars 2012
Date de signature du contrat	15 mars 2012
Date de notification du marché	08 mars 2012
Date d'enregistrement du marché	19 mars 2012
Fournisseurs consultés	05 : Touba International Business- Daoud Bureau SARL- Buro Plus- International Trade Business-Distribution Plus
Nombre d'offres reçues	05 : Touba International Business- Daoud Bureau SARL- Buro Plus- International Trade Business-Distribution Plus
Délai d'exécution	4 mois à compter de la signature du contrat
Attributaire	Distribution Plus
Montant du marché en F CFA	13 490 940 F CFA TTC
Non conformités	Nous avons noté que la Commission des Marchés de la Commune qui a statué pour les marchés passés par DRP est présidée par le Maire ; cette composition n'est pas conforme à l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés puisque le Maire ne peut être le Président de la Commission des

	<p>Marchés car l'arrêté dispose qu'outre le Président, la Commission des Marchés comprend le Directeur Administratif et Financier ou son représentant, le Responsable des Services Techniques ou son représentant, le Responsable chargé des Approvisionnements ou son représentant. Notons que tous les membres de la commission des marchés, composée telle une commission interne, qui ont statué pour les DRP, sont différents de ceux qui ont siégé pour les marchés passés par appel d'offre ;</p> <p>Les lettres d'invitation individuelles adressées aux fournisseurs pressentis n'ont pas été datées ;</p> <p>Les pièces administratives exigées à l'article 44 du CMP n'ont pas été requises. Ces pièces permettent à l'autorité contractante de s'assurer et aux candidats de justifier de leurs capacités juridiques, techniques, financières et environnementales requises pour exécuter le marché, en présentant tous documents et attestations appropriés énumérés par le Dossier d'Appel à la Concurrence;</p> <p>La qualité des membres de la commission des marchés n'a pas été précisée dans le procès verbal d'ouverture des plis, seules leurs fonctions sont mentionnées ;</p> <p>Nous constatons d'une part, que le cadre des factures pro forma des entreprises Buro Plus et Daoud Bureaux SARL présentent des ressemblances frappantes. D'autre part, des similitudes sont notées sur les factures pro forma d'International Trade Business et Distribution Plus. Les lettres d'information adressées aux candidats non retenus ne précisent pas le montant auquel le marché a été attribué ;</p> <p>Nous avons relevé également que les entreprises International Trade Business et Touba International Business ont reçu ces dites lettres le 19 mars 2012, alors qu'elles ont été émises le 8 mars 2012, soit 11 jours après. Les lettres d'information du rejet de leurs offres adressées à Buro Plus et Daoud Bureau SRL ne portent pas la date de leur décharge ; nous n'avons pas l'assurance de la transmission effective de ces lettres à ces derniers.</p> <p>La clause relative aux pénalités de retard n'a pas été mentionnée dans le contrat, en violation de l'article 13-7 du CMP ;</p> <p>Le cahier des charges avait requis 167 « chaises Kelly 50 » alors que tous les soumissionnaires ont proposé une quantité de 209 chaises alors qu'aucun justificatif documenté n'a été fourni dans le dossier et</p>
--	--

	<p>qu'aucune marge de fluctuation n'a été prévue dans le cahier des charges ;</p> <p>Le cahier des charges avait précisé une période de validité des offres de 60 jours, alors que Buro Plus dans son offre, mentionne une période de validité de son offre de 30 jours, son offre n'aurait pas dû être déclarée recevable et devait être rejetée à l'évaluation. A l'examen des offres, nous notons que chaque soumissionnaire a émis deux factures pro forma, à la même date, avec des montants différents. L'existence de ces deux factures n'a pas été justifiée ;</p> <p>Nous notons une incohérence entre la date de notification du marché et la souscription du contrat. En effet, le marché a été souscrit et approuvé le 15 mars 2012 alors qu'il a été notifié le 8 mars 2012 donc à une date antérieure. Néanmoins sur la page de garde du contrat, il est noté une date de souscription du 16 février 2012 ;</p> <p>Nous notons plusieurs opérations de régularisation, suite à des prestations déjà exécutées, en violation de l'article 44 du COA. En effet, des bons de commande ont été émis le 14, 16, 28 décembre 2011 et le 05 janvier 2012 pour des factures respectives du 15, 26 décembre 2011 et du 06 janvier 2012 alors que les offres des soumissionnaires ont été reçues et ouvertes le 08 mars 2012. Il s'y ajoute que le cachet du service du courrier « Arrivée » apposé sur cette facture porte la date du 28 février 2007. Les bordereaux de livraison relatifs à ces commandes et à ces factures ont été émis respectivement le 16, 22, 31 décembre 2011 et le 05 janvier 2012 ;</p> <p>Les justificatifs liés à l'exécution du marché et joints au dossier sont à hauteur de 9 549 740 F CFA TTC, les 3 941 200 F CFA restants n'ont pas été justifiés. Le marché a été payé à hauteur de 8 093 000 F CFA ;</p> <p>La partie relative à ce marché n'a pas été remplie dans le registre de marchés.</p>
Recommandations	<p>Veiller au respect des dispositions l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP ;</p> <p>Dater les lettres de consultation adressées aux candidats pressentis ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions des articles 43 et 44 du CMP ;</p> <p>Veiller à préciser dans le procès verbal d'ouverture des plis les qualités qu'occupent les membres de la commission des marchés ;</p> <p>Bannir la collusion entre les fournisseurs et veiller à la transparence</p>

	<p>dans la procédure de DRP ;</p> <p>Préciser dans les lettres d'information aux candidats non retenus le montant auquel le marché a été attribué ;</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 13-7 et 88 du CMP ;</p> <p>Veiller à l'harmonisation des informations inscrites sur les différents documents de passation des marchés ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 44 du COA ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Présidence de la Commission des Marchés par le Maire</p> <p>Je voudrais vous confirmer qu'en vertu des dispositions du Code des Collectivités Locales (Article 276), c'est l'organe exécutif qui préside la Commission des Marchés. Cette exception est confirmée par les dispositions de l'article 37.2 du décret n° 1048 portant Code des Marchés Publics. En tout état de cause, le Code des Collectivités Locales qui est une loi (a une valeur supra décrétole) est supérieur au Code des Marchés Publics qui est un décret.</p> <p>Toutefois, eu égard au pouvoir d'approbation qui nous incombe et du principe consistant à tout mettre en œuvre pour assurer l'indépendance de cette commission, notre Institution s'est finalement conformée à cette recommandation en prenant le 16 avril 2012 un arrêté portant création de la commission dont Monsieur Djibril Sow est désormais le Président.</p> <p>En ce qui concerne la composition de la Commission des Marchés, il faut préciser que ce sont les mêmes membres titulaires ou suppléants qui siègent aux réunions pour examiner les dossiers relatifs aux Demandes de Renseignements et de Prix (DRP) et aux Appels d'Offres.</p> <p>Communication du montant de l'offre retenue</p> <p>Il importe de préciser que, régulièrement, les candidats non retenus ont toujours reçu, en bonne et due forme, des courriers d'information dans ce sens. Cependant, comme vous nous l'avez suggéré, le montant de l'offre retenue sera désormais précisé sur ces lettres destinées aux autres candidats.</p>

	<p>Similitude dans les offres</p> <p>Nous déplorons comme vous cette situation et dégageons totalement notre responsabilité.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos observations et nous maintenons nos commentaires.</p> <p>En effet, de nouvelles exigences en matière de transparence ont été introduites à la faveur de la réforme du système de passation des marchés publics avec des règles claires définissant des incompatibilités qui interdisent à l'autorité d'approbation d'être partie prenante du processus d'évaluation et d'attribution. Ce faisant, nous maintenons les observations formulées dans notre rapport provisoire qui interdisent le maire d'être membre de la commission des marchés et a fortiori d'en assurer la présidence.</p>

DRP N° F/DAGE/007/2012 FOURNITURES DE DENREES ALIMENTAIRES (RIZ)	
Date de saisine des fournisseurs	-
Date de convocation des membres de la commission	02 mars 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	08 mars 2012
Délai de préparation des offres	-
Période de validité des offres	30 jours
Date d'attribution	08 mars 2012
Date de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	25 avril 2012
Date de souscription du contrat	08 mai 2012
Date de signature du contrat	08 mai 2012
Date de notification du marché	-
Date d'enregistrement du marché	14 mai 2012
Fournisseurs consultés	05 : Entreprise Ndiaye Mbaye Ndongé- Entreprise Mor Ndiaye- Mame Cheikh Diouf- Ablaye Ba- Seynabou Dramé
Nombre d'offres reçues	05 : Entreprise Ndiaye Mbaye Ndongé- Entreprise Mor Ndiaye- Mame Cheikh Diouf- Ablaye Ba- Seynabou Dramé
Délai d'exécution	8 mois à compter de la signature du contrat
Attributaire	Ndiaye Mbaye Ndongé
Montant du marché en F CFA	13 992 000 F CFA HT
Non conformités	Nous avons noté que la Commission des Marchés de la Commune qui a statué pour les marchés passés par DRP est présidée par le Maire ; cette composition n'est pas conforme à l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés puisque le Maire ne peut être le Président de la Commission des Marchés car l'arrêté dispose que outre le Président, la Commission des

	<p>Marchés comprend le Directeur Administratif et Financier ou son représentant, le Responsable des Services Techniques ou son représentant, le Responsable chargé des Approvisionnements ou son représentant. Notons que tous les membres de la commission des marchés telle une commission interne qui ont statué pour les DRP, sont différents de ceux qui ont siégé pour les marchés passés par appel d’offres.</p> <p>Cette même commission constitue la commission de réception et elle est présidée également par le Maire de la Commune. Il y a un cumul de fonctions constituant une entorse aux principes de séparation des fonctions.</p> <p>Les lettres d’invitation individuelles adressées aux fournisseurs pressentis n’ont pas été datées.</p> <p>Les pièces administratives exigées à l’article 44 du CMP n’ont pas été requises. Ces pièces permettent à l’autorité contractante de s’assurer et aux candidats de justifier de leurs capacités juridiques, techniques, financières et environnementales requises pour exécuter le marché, en présentant tous documents et attestations appropriés énumérés par le Dossier d’Appel à la Concurrence.</p> <p>La qualité des membres de la commission des marchés n’a pas été précisée dans le procès verbal d’ouverture des plis, seules leurs fonctions sont mentionnées.</p> <p>Le délai d’exécution mentionné dans le cahier des charges (4 mois) est différent de celui indiqué dans le contrat (8 mois), qui est éventuellement celui proposé par le prestataire.</p> <p>Les lettres d’information adressées aux candidats non retenus ne précisent pas le montant, auquel le marché a été attribué. De plus, ces lettres n’ont pas été déchargées par leurs destinataires.</p> <p>Nous notons d’une part, que les factures pro forma des soumissionnaires Ablaye Ba et Mame Cheikh Diouf sont identiques sur la présentation ; il s’y ajoute que ces deux candidats ont proposé une quantité de 650 sacs alors que 636 sacs étaient requis comme l’ont, du reste, proposé les autres soumissionnaires. D’autre part, les offres de Mor Ndiaye et Entreprise Ndiaye Mbaye Ndongé sont similaires, le cadre de présentation des factures pro forma est exactement le même, laissant entrevoir des signes de collusion entre fournisseurs. Nous constatons également que les offres de Ablaye Ba, Mame Cheikh Diouf et Mor Ndiaye ne comportent pas de numéro de Registre de Commerce et de NINEA.</p>
--	---

	<p>A l'examen du registre des marchés, la date de départ des lettres est le 02 avril 2012, malgré le fait qu'on ait essayé de l'effacer avec du blanco, alors que l'ouverture des plis a eu lieu le 08 mars 2012. De plus, seuls les cachets de deux sociétés ont été apposés pour la réception de ces lettres, notamment ceux de Mbaye Ndongé Ndiaye et Mor Ndiaye.</p> <p>Les offres ont été requises en hors taxes, car les montants en toutes taxes comprises dépassent le seuil de passation des marchés passés par DRP, en violation de l'article 15 aux termes duquel, « les prix des marchés sont réputés couvrir toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe des travaux, fournitures ou services, y compris, tous droits, impôts et taxes applicables, sauf lorsqu'ils sont expressément exclus du prix du marché ou font l'objet d'une exonération » et de l'article 53 du CMP.</p> <p>Nous notons une incohérence entre les dates de notification, de souscription et d'approbation du marché inscrites dans le corps du contrat. En effet, le marché a été souscrit et approuvé le 08 mai 2012, néanmoins, sur la page de garde du contrat pour le même montant, il est noté une date de souscription du 29 février 2012 et une notification du 25 avril 2012.</p> <p>Le bon de commande établi pour la totalité du marché a été émis le 20 juillet 2012 alors que l'exécution du marché (facture définitive, Procès Verbal de réception, certificat administratif et mandat de paiement) a débuté depuis le 29 février 2012.</p> <p>La clause relative aux pénalités de retard n'a pas été mentionnée dans le contrat en violation de l'article 13-7 du CMP.</p>
Recommandations	<p>Veiller au respect des dispositions l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP.</p> <p>Dater les lettres de consultation adressées aux candidats pressentis ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions des articles 43 et 44 du CMP.;</p> <p>Veiller à préciser dans le procès verbal d'ouverture des plis les qualités qu'occupent les membres de la commission des marchés.</p> <p>Bannir la collusion entre les fournisseurs et veiller à la transparence dans la procédure de DRP.</p> <p>Préciser dans les lettres d'information aux candidats non retenus le</p>

	<p>montant auquel le marché a été attribué ;</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 13-7, 15 et 53 du CMP ;</p> <p>Veiller à l'harmonisation des informations inscrites sur les différents documents de passation des marchés ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Présidence de la Commission des Marchés par le Maire</p> <p>Je voudrais vous confirmer qu'en vertu des dispositions du Code des Collectivités Locales (Article 276), c'est l'organe exécutif qui préside la Commission des Marchés. Cette exception est confirmée par les dispositions de l'article 37.2 du décret n° 1048 portant Code des Marchés Publics. En tout état de cause, le Code des Collectivités Locales qui est une loi (a une valeur supra décrétable) est supérieur au Code des Marchés Publics qui est un décret.</p> <p>Toutefois, eu égard au pouvoir d'approbation qui nous incombe et du principe consistant à tout mettre en œuvre pour assurer l'indépendance de cette commission, notre Institution s'est finalement conformée à cette recommandation en prenant le 16 avril 2012 un arrêté portant création de la commission dont Monsieur Djibril Sow est désormais le Président.</p> <p>En ce qui concerne la composition de la Commission des Marchés, il faut préciser que ce sont les mêmes membres titulaires ou suppléants qui siègent aux réunions pour examiner les dossiers relatifs aux Demandes de Renseignements et de Prix (DRP) et aux Appels d'Offres.</p> <p>Communication du montant de l'offre retenue</p> <p>Il importe de préciser que, régulièrement, les candidats non retenus ont toujours reçu, en bonne et due forme, des courriers d'information dans ce sens. Cependant, comme vous nous l'avez suggéré, le montant de l'offre retenue sera désormais précisé sur ces lettres destinées aux autres candidats.</p> <p>Similitude dans les offres</p> <p>Nous déplorons comme vous cette situation et dégageons totalement notre responsabilité.</p>

	Nous appelons à votre vigilance que conformément à l'article 361 du Code Général des Impôts (loi 2012-31 du 31 décembre 2012), les denrées alimentaires, objet de la commande sont exonérées de taxes.
Appréciation du Consultant	De nouvelles exigences en matière de transparence ont été introduites à la faveur de la réforme du système de passation des marchés publics avec des règles claires définissant des incompatibilités qui interdisent à l'autorité d'approbation d'être partie prenante du processus d'évaluation et d'attribution. Ce faisant, nous maintenons les observations formulées dans notre rapport provisoire qui interdisent au Maire d'être membre de la commission des marchés et a fortiori d'en assurer la présidence et également les autres observations sont maintenues.

DRP – C-DAGE-063-2012 ASSISTANCE A L'ELABORATION D'UN PLAN OPERATIONNEL DE GESTION ET D'ENTRETIEN DES INFRASTRUCTURES COMMUNALES	
Date de saisine des fournisseurs	Le 05 juillet 2012
Date d'ouverture des plis	Le 03 août 2012 à 11 heures
Délai de préparation des offres	28 jours
Date d'évaluation et d'attribution	Le 03 août 2012
Date de notification d'attribution	Le 03 août 2012
Date de souscription	Le 05 juillet 2012
Date de signature et d'approbation du contrat	Le 02 août 2012
Date d'enregistrement	Le 04 octobre 2012
Fournisseurs consultés	Cinq fournisseurs ont été consultés : L.P.T (Le Point Technique), SRT (Société Rufisquoise de Technologie), B.E.E.R (Bureau d'Etudes et de Réalisation), E.E.R (Entreprise d'Etudes et de Réalisation), E.M.B.T.E
Nombre d'offres reçues	Cinq offres ont été reçues : L.P.T (Le Point Technique), SRT (Société Rufisquoise de Technologie), B.E.E.R (Bureau d'Etudes et de Réalisation), E.E.R (Entreprise d'Etudes et de Réalisation), E.M.B.T.E
Délai d'exécution	Un délai de quatre (04) mois est accordé pour la réalisation des prestations précitées à compter de la notification du marché.
Attributaire	L.P.T (Le Point Technique)
Montant du marché en F CFA TTC	6 136 000 F CFA TTC
Non conformités	<p>Il est indiqué que des termes de références et instructions aux soumissionnaires ont été annexés aux lettres d'invitations adressées aux différents candidats, mais ils n'ont pas été joints au dossier ;</p> <p>Il a été stipulé dans les lettres d'invitation que le choix du consultant sera fait par la méthode qualité technique – coût. Or, dans le dossier qui nous a été remis, aucune offre technique n'y a été jointe et les procès-verbaux d'ouverture et d'attribution n'ont pas fait état d'une quelconque évaluation technique des offres des candidats, en violation</p>

	<p>des dispositions du cahier des charges et de l'article 80.5 du CMP ;</p> <p>Il s'y ajoute que les offres sont présentées sous-forme de facture pro forma pour des travaux de consultance pour lesquelles il aurait fallu préparer des offres en bonne et due forme avec déclinaison du cadre de l'intervention et des objectifs de la prestation, la définition de l'approche méthodologique et du planning d'exécution, l'identification de l'équipe d'intervenant et du rôle de chaque membre dans l'exécution des travaux. En lieu et place, ce sont des factures pro forma qui ont été produites comme s'il s'agissait d'une acquisition de fournitures ou de matériels.</p> <p>Les lettres à adresser aux soumissionnaires non retenus, pour les informer du rejet de leurs offres, ne figurent pas non plus dans le dossier qui nous a été transmis en violation de l'article 78 du CMP et de la circulaire 004 du PM ; nous rappelons que cette information des candidats non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure, tant en vertu du principe de transparence, qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes à ses destinataires, contre la procédure ;</p> <p>Il est à noter que les lettres d'invitations adressées aux candidats n'ont pas été signées et ne font pas mentions des conditions d'accès à la commande publique en violation des dispositions des articles 43 et 44 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP ;</p> <p>L'examen des offres des soumissionnaires (LPT, SRT et B.E.B.A.R) a permis de constater, qu'aucune indication relative à l'existence légale notamment l'immatriculation au Registre du Commerce et aux taxes indirectes n'est donnée par trois des cinq candidats consultés et les pièces administratives n'ont été fournies par aucun candidat, en violation des dispositions des articles 43 et 44 du CMP relatives aux conditions d'accès à la commande publique ;</p> <p>Les documents de règlements qui nous ont été transmis, ne sont pas exhaustifs, pour nous permettre d'apprécier la matérialité des prestations et leurs règlements conformes aux dispositions contractuelles ;</p> <p>L'attestation de précompte TVA et le justificatif de son reversement n'ont pas été classés dans le dossier de marché qui nous a été remis ;</p> <p>Nous avons noté des opérations de régularisation en violation de l'article 44 du COA. En effet, le contrat a été signé et approuvé le 02 Août 2012, alors qu'il a été souscrit le 05 Juillet pour être notifié le 03</p>
--	--

	Août 2012 soit le même jour où se sont déroulées l'ouverture des plis et l'attribution provisoire du marché.
Recommandations	<p>Veiller à la transparence et à l'équité dans la mise en œuvre des procédures de passation des marchés en short listant des candidats qui ont a priori les capacités à exécuter les prestations souhaitées ;</p> <p>Veiller à une correcte mise en œuvre de la procédure de sélection des consultants en donnant des indications précises sur la présentation des offres, les exigences en matière de qualification et les critères d'évaluation des offres. Dans le cas des prestations intellectuelles, il faudra exiger des offres techniques et financières distinctes en bonne et due forme et veiller à ne pas ouvrir les offres financières en même temps que les offres techniques ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de la circulaire 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure des DRP et de l'article 78 du CMP ;</p> <p>Préciser dans les lettres d'informations transmises aux candidats, le montant auquel, le marché a été attribué ;</p> <p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Concernant ce dossier, nous prenons bonne note de votre remarque et veillerons à l'avenir à exiger des propositions d'offres techniques.</p> <p>Précompte et reversement de la TVA</p> <p>Il y a lieu de préciser que dans le cadre de l'organisation financière des collectivités locales, le comptable public précompte, au profit budget de l'Etat, le montant de la TVA. La quittance de reversement est délivrée au prestataire s'il en fait la demande.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Veiller à obtenir auprès du RPM la transmission du double des pièces de règlement y compris l'attestation de précompte TVA.</p>

DRP – T-DST-052 EXTENSION DU RESEAU ELECTRIQUE	
Date de saisine des fournisseurs	-
Date d'ouverture des plis	Le 03 août 2012 à 11 heures
Délai de préparation des offres	-
Période de validité des offres	60 jours
Date d'attribution	Le 03 août 2012
Date de notification d'attribution	Le 03 août 2012 par lettre n°001471/VR/SG/CPM/mw
Date de signature et d'approbation du contrat	Le 20 août 2012
Date de souscription	Le 20 août 2012
Date d'enregistrement	Le 24 août 2012
Délai d'exécution	Deux mois après signature du contrat
Fournisseurs consultés	Cinq fournisseurs ont été consultés : GERTEGS Sarl, E.R.T SA, GIE TERAL MBOLO, M2S MBENGAS, G services SARL
Nombre d'offres reçues	Cinq offres ont été reçues : GERTEGS Sarl, E.R.T SA, GIE TERAL MBOLO, M2S MBENGAS, G services SARL
Attributaire	GERTEGS Sarl
Montant du marché en F CFA TTC	19 958 423 F CFA TTC
Non conformités	<p>Le point « 6 » des instructions aux candidats relatif aux documents constitutifs de l'offre, fait état d'un certain nombre de pièces à constituer. Nous notons que non seulement aucune de ces pièces n'a été déposée par les soumissionnaires, de surcroît, la lettre de soumission n'a pas été déposée. En l'absence de lettre de soumission, lorsqu'elle est requise dans le dossier d'appel à concurrence, il n'y a pas d'offre recevable. Ce faisant, la consultation aurait dû être déclarée infructueuse, aucune offre n'étant recevable au regard des articles 11 et 61 du CMP ;</p> <p>Les lettres d'invitation des candidats n'ont pas été mises à notre disposition dans le dossier. Par conséquent, nous ne disposons d'aucune information sur la date de lancement du marché, la date limite de dépôt des offres, le nombre de candidats invités et le délai de préparation des offres ;</p>

	<p>A l'exception du candidat G-Services, les lettres à adresser aux autres soumissionnaires non retenus pour les informer du rejet de leurs offres ne figurent pas non plus dans le dossier qui nous a été transmis. Nous rappelons que cette information est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes à ses destinataires contre la procédure ;</p> <p>L'offre de l'ENTREPRISE MAME DIARRA, datant du 11 mai 2012, a été jointe au dossier mais aucun procès-verbal ou rapport ne fait mention de cette offre ;</p> <p>Nous notons une incohérence entre le point de départ du délai d'exécution inscrit dans les conditions particulières du cahier des charges qui mentionne un délai de 60 jours après notification du marché tandis que le contrat indique un délai de deux mois après signature du contrat. Cette dernière mention est contraire à l'article 85 du CMP qui stipule que « le marché ne produit d'effet à l'égard de l'attributaire qu'à compter de la date de sa notification. La date de notification constitue le point de départ des délais contractuels d'exécution du marché » ;</p> <p>Les documents de règlements du marché, l'attestation de précompte TVA et le justificatif de son reversement n'ont pas été mis à notre disposition pour nous permettre d'apprécier la matérialité des prestations et leurs règlements conformes aux dispositions contractuelles.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions des articles 11, 61, 85 du CMP.</p> <p>Veiller au respect des dispositions de la circulaire 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure des DRP notamment de l'article 78 du CMP.</p> <p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Les candidats ont bien présenté une offre soit sous forme de devis signé soit par lettre signée. Ces formes sont généralement jugées acceptables pour les DRP et les demandes de cotation.</p>
Appréciation du Consultant	<p>La lettre de soumission était requise dans le Dossier d'Appel à la Concurrence. En son absence, il n'y a pas d'offre.</p>

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE



(Conseil, Audit, Expertise, Qualité)

Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 2 juin 2014

A Monsieur le Maire
de la Commune de Rufisque

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de Revue Indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2012

Monsieur le Maire,


Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Nous vous saurions gré de bien nous faire parvenir vos commentaires et observations dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire que vous pourriez souhaiter obtenir sur le contenu de ce projet de rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Maire**, l'expression de notre parfaite considération.

Reçu, le 12 juin 2014
Président




Ibra Guèye
Directeur-Associé
Business System Consulting Group
le Docteur
41 72 - Fax
8 - Dakar
E-mail : ibra@bsc.sn

ANNEXE 2. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE



LE MAIRE

Objet : Observations sur le rapport provisoire relatif à la revue indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés de la Ville de Rufisque au titre de la gestion 2012.

Réf : V/L du 12 juin 2014.

Monsieur le Directeur Associé,

J'accuse bonne réception de votre lettre sus- référencée par laquelle vous avez bien voulu me faire parvenir le rapport cité en objet.

Après en avoir pris connaissance, je voudrais, une fois encore, me réjouir du fait que ce rapport met, en exergue la volonté dont fait montre la Ville de Rufisque, d'une manière générale, pour respecter, dans le cadre de la passation de ses marchés, les dispositions du Code des Marchés Publics.

Aussi, avons-nous pris bonne note des recommandations générales formulées dans le rapport et qui concourent à améliorer considérablement la passation des marchés au niveau de notre Institution.

Vous voudrez bien trouver, ci-joint, les observations et commentaires que ledit rapport suscite de notre part.

En vous remerciant des dispositions qu'il vous plairait de prendre pour en tenir compte dans la version finale, je vous prie d'agréer, **Monsieur le Directeur Associé**, l'assurance de ma considération distinguée.

A

Monsieur Ibra Gueye,

Directeur Associé de Business

System Consulting Group (BSCG)

12, rue du Docteur Théze

-Dakar-

Pj :

- Observations et commentaires formulés sur le rapport

Hôtel de Ville Bd Maurice GUEYE

BP 30

RUFISQUE SENEGAL

**OBSERVATIONS ET COMMENTAIRES FORMULES SUR LE RAPPORT
PROVISOIRE RELATIF A LA REVUE DE LA PASSATION DES MARCHES DE
LA VILLE DE RUFISQUE, GESTION 2012** *CR*

1- RESERVES :

a. L'Appel à manifestation d'intérêt, portant sélection d'un consultant individuel pour la formation et l'assistance à la passation des marchés :

La fixation d'un seuil d'admissibilité au stade de la manifestation d'intérêt n'est soumise à aucune norme consacrée par des textes réglementaires ou un code de bonnes pratiques. En revanche, le principe directeur de l'établissement d'une liste restreinte est l'ouverture, de manière à élargir le champ de la concurrence. Le choix du seuil de 50 est d'autant plus justifié que la prestation projetée relève d'un domaine assez novateur dans lequel les références des experts ne sont pas nombreuses. Le seuil habituellement fixé à 75 ou 80 concerne la qualification pour l'ouverture des offres financières qui correspond à une phase plus avancée du processus de sélection. A cet égard, nous nous sommes conformés à la règle généralement adoptée.

b. Marchés de travaux exécutés par MADJI BATIMENT SERVICE :

• **CEM Dares Salam**

Il sied de préciser qu'au moment de l'attribution, cette entreprise avait rempli tous les critères requis à savoir :

- avoir réalisé un chiffre d'affaires annuel de 50 millions au cours des 3 dernières années ;
- avoir réalisé au moins deux travaux analogues ou des prestations similaires au cours des 3 dernières années ;
- avoir disposé d'un personnel qualifié et du matériel pour la réalisation des travaux ;
- avoir une disponibilité financière pour pouvoir exécuter le marché ;

En outre, l'Entreprise a présenté des attestations de services faits en bonne et due forme, une attestation de capacité financière de 500 millions délivrée par la CBAO Groupe ATTIJARIWAFABANK et une liste du personnel composé d'ingénieurs et de techniciens supérieurs en génie civil, de techniciens topographe ayant l'expérience requise pour encadrer ce type de travaux.

Fort de tous ces éléments et étant moins disant, l'Entreprise a été objectivement retenue pour exécuter lesdits travaux.

Cependant, en dépit de l'avance de démarrage attribuée et les deux (2) mises en demeure faites à son endroit, force est de reconnaître que Madji Bâtiment Service nous a causés de réelles difficultés dans l'exécution des travaux.

Au même titre que vous, nous nous sommes posé la question de savoir si les documents fournis n'étaient pas entachés d'irrégularité, car malgré tous les efforts fournis par l'autorité contractante, l'Entreprise n'a pas pu honorer ses engagements dans les délais requis.

Nous souhaitons donc, comme vous le suggérez, que cette entreprise tombe sous le coup de l'article 147.d du CMP afin que pareille situation ne puisse plus se reproduire à l'avenir.

D'ailleurs, il importe de signaler qu'elle a finalement terminé les travaux mais avec énormément de retard.

C'est pourquoi, nous avons jugé utile, conformément aux dispositions des articles 133 et 134 du CMP, d'appliquer intégralement, au moment de la liquidation, toutes les pénalités de retard.

- **Réhabilitation de la Grande mosquée de Keury Souf :**

La garantie de bonne exécution ne peut pas être exigée dans les 14 jours suivant la notification de **l'attribution provisoire** du marché comme mentionné dans le rapport dès lors que cette étape est antérieure à la signature du contrat.

Le délai de 14 jours pour la production de la garantie de bonne exécution court à compter de la notification du Marché laquelle est intervenue le 6 juin 2012. La garantie de bonne exécution a été fournie le 28 juin. Il en découle un retard de seulement huit jours par rapport au délai de 14 jours prescrit dans les IC. Ce délai est tout à fait acceptable et une procédure de résiliation pour production tardive de la Garantie de bonne exécution serait inappropriée d'autant plus qu'elle devrait être précédée d'une mise en demeure assortie d'un délai de réaction de 8 jours qui expirerait le 28 juin, jour de la production effective de la GBE.

Cependant, il importe de signaler que ce marché a été même finalement résilié suivant l'arrêté n° 00005/VR/SG/CPM/adn, en date du 13 mai 2014, approuvé par le Préfet du Département, pour les mêmes raisons évoquées antérieurement à savoir les lenteurs dans l'exécution des travaux et les difficultés de trésorerie notoires de l'Entreprise.

c. Marché relatif aux travaux de construction et de grosses réparations de chaussée dans la Ville de Rufisque exécuté par HENAN CHINE :

Les retards enregistrés étaient en partie dus aux facteurs suivants :

- modifications de l'option technique ;
- non libération des emprises ;
- dévoiement des réseaux SDE.

Ces facteurs n'étant pas imputables à l'entreprise, nous n'avons pas jugé utile de mettre l'entreprise en demeure. Cette mise en demeure aurait pu déclencher une réclamation fondée du titulaire du marché. C'est également pour cette raison que nous n'avons pas appliqué de pénalités de retard.

d. Marché relatif à l'Equipement d'un poste de transformation :

Les critères exigés ne sont en rien différents de ceux généralement requis dans les marchés publics. Le terme « **marchés similaires** » fait référence à la nature, à la taille et à la complexité des prestations.

De plus, le DAO a été soumis à l'examen à priori de la DCMP et aucune réclamation n'a été enregistrée de la part des candidats. Tous les marchés lancés au Sénégal sont basés sur ces critères de qualification. Nous sommes disposés à prendre en compte vos remarques à ce sujet si un texte réglementaire nous l'autorise.

- Présidence de la Commission des marchés par le Maire :

Je voudrais vous confirmer qu'en vertu des dispositions du Code des collectivités locales (Article 276) c'est l'organe exécutif qui préside la commission des Marchés. Cette exception est confirmée par les dispositions de l'article 37.2 du décret n°1048 portant code des Marchés publics. En tout état de cause, le Code des Collectivités locales qui est une loi (a une valeur supra décrétable) est supérieur au Code des Marchés publics qui est un décret.

Toutefois, eu égard au pouvoir d'approbation qui nous incombe et du principe consistant à tout mettre en œuvre pour assurer l'indépendance de cette commission, notre Institution s'est finalement conformée à cette recommandation en prenant le 16 avril 2012 un arrêté portant création de la commission dont Monsieur Djibril Sow est désormais le Président.

En ce qui concerne la composition de la commission des marchés, il faut préciser que ce sont les mêmes membres titulaires ou suppléants qui siègent aux réunions pour examiner les dossiers relatifs aux demandes de renseignement de prix (DRP) et aux appels d'offres.

e. Examen des procédures de DRP :

- Individualisation des lettres d'invitation :

La pratique habituelle consiste à adresser la même lettre d'invitation à tous les candidats inscrits sur la liste restreinte, pourvu que chaque destinataire accuse réception de sa lettre d'invitation. Cette approche est censée être plus transparente, car permettant à chaque postulant de connaître l'identité de ses concurrents et éventuellement de pouvoir contester la composition de la liste restreinte. En tout état de cause aucune disposition ou règlement n'impose la personnalisation des lettres d'invitation.

- Communication du montant de l'offre retenue :

Il importe de préciser que, régulièrement, les candidats non retenus ont toujours reçu, en bonne et due forme, des courriers d'information dans ce sens. Cependant comme vous nous l'avez suggéré, le montant de l'offre retenue sera désormais précisé sur ces lettres destinées aux autres candidats.

- Précompte et reversement de la TVA :

Il y'a lieu de préciser que dans le cadre de l'organisation financière des collectivités locales, le comptable public précompte, au profit budget de l'Etat, le montant de la TVA. La quittance de reversement est délivrée au prestataire s'il en fait la demande.

f. Similitudes dans les offres :

Nous déplorons comme vous cette situation et dégageons totalement notre responsabilité.

- DRP Coupes récompenses et prix :

Le document dont vous faites référence ne constitue pas une pièce comptable et n'est pas un élément du dossier.

Par ailleurs, il incombe de signaler qu'il y'a bel et bien eu deux livraisons objet des procès verbaux de réception enregistrés respectivement sous le numéro 51/VR/SGV/CM, en date du 08 octobre 2012 pour un montant de 8 354 400 CFA

et sous le numéro 57/VR/SGV/DAGE/CM en date du 12 novembre 2012 pour un montant de 5 581 400 F CFA constatant l'effectivité de la livraison commandée.

Ces livraisons représentent le montant de 13 935 800 F CFA TTC. Par conséquent, il n'y a pas de reliquat.

- **DRP/ FOURNITURES DE DENREES ALIMENTAIRES :**

Nous appelons à votre vigilance que conformément à l'article 361 du Code Général des Impôts (loi 2012-31 du 31 décembre 2012) les denrées alimentaires objet de la commande sont exonérées de taxes.

- **Procédure relative à l'assistance à l'élaboration d'un plan opérationnel de gestion et d'entretien des infrastructures communales :**

Concernant ce dossier, nous prenons bonne note de votre remarque et veillerons à l'avenir à exiger des propositions d'offres techniques.

- **DRP extension du réseau électrique attribuée à GERTECS :**

Les candidats ont bien présenté une offre soit sous forme de devis signé soit par lettre signée. Ces formes sont généralement jugées acceptables pour les DRP et les demandes de cotation.

2. éclairages apportés sur les limitations à l'étendue des travaux et autres domaines d'incertitudes :

Les observations dégagées dans cette partie ont été examinées avec toute l'attention et la considération requise. Elles concourent à améliorer considérablement la passation des marchés au niveau de la Ville de Rufisque.

La Ville de Rufisque se veut une collectivité locale exemplaire où la transparence et la clarté dans la gestion des affaires de la cité sont de rigueur.

C'est dans cette optique que nous sommes bien assistés par des experts de renommée pour encadrer, former et accompagner nos techniciens aux procédures de passation des marchés.

Nos agents participent régulièrement aux séries de formation organisées par l'ARMP, la DCMP ou mêmes des cabinets spécialisés en passation de marchés.

Aussi, chaque année nous organisons, sur fonds propres, des séminaires dans ce domaine.

L'objectif général de ces séminaires de formation et de perfectionnement est de doter nos techniciens d'outils et d'instruments garants de la bonne gouvernance et de la transparence dans l'administration des finances publiques que sont les marchés publics et de consolider les connaissances théoriques acquises à travers des exercices très opérationnels de mise en pratique.

Ainsi, nous avons pris bonne note pour la carence dans l'archivage de nos dossiers de marchés. Il faut noter cependant que d'importants efforts ont été faits à ce niveau. Toutefois nous veillerons à perfectionner davantage l'organisation du service compétent pour les passations de marchés.

De même, nous nous attèlerons à préciser désormais la qualité des membres qui siègent aux réunions (titulaires ou suppléants)

En ce qui concerne le modèle du rapport de la CPM, il faut préciser que nous avons scrupuleusement respecté le modèle prescrit par la DCMP et l'ARMP.



Badara SENE